Rapports d'activités

Du 1er janvier au 31 décembre 2015

Juin 2016

Entreprises Territoires et Développement (ETD)

Association de droit togolais née en 2003, formalisée juridiquement en juin et reconnue au Togo le 30 avril 2008 sous le N° 0160 / MATDCL-SG-DAPOC-DOCA, et au Bénin en avril 2010 sous le N° 2010/019/MISP/DC/DGAI/SAAP-ASSOC.

Reconnue comme Organisation Non Gouvernementale (ONG) le 23 décembre 2011 sous le numéro : N°631/PR/MPDAT/2011

A reçu son Accord Programme avec le Gouvernement togolais le 15 mai 2012 sous le numéro N°324/PR/MPDAT/2012

Siège social : Quartier Agbalépédogan à côté de la HAAC
06 BP : 61192 – Lomé 06/ Lomé- Togo - Tél : (00228) 22 51 94 81
Antenne Bénin : Fidjrossè, 07 B.P : 367 Cotonou Tél : (00229) 21 15 95 47
E-mail : etd@etd-ong.org etd-tgb@yahoo.fr
Site internet : www.etd-ong.org

Président du Conseil d'Administration : Jean ALOTOUNOU

Directeur Général : Komi ABITOR

Directeur Administratif et Financier : Kodjo Démagna HOUNKANLI

Directeur Département AMAF : Komi Mawussi ADZOGENU

Directeur Département DDEL : Moussilimi YESSOUFOU

Secteurs d'activités et domaines de compétence

- Agriculture Familiale et Accès aux Marchés
- Gouvernance locale et développement économique des territoires
- Environnement et gestion durable des ressources naturelles

Zones d'intervention

Togo : Régions Maritime, des Plateaux, Centrale, de la Kara et des Savanes
Bénin : Régions Plateaux Ouémé, Mono, Gouffo, Zou-collines, Borgou, Alibori, Atacora-Donfa

Principaux Partenaires

Partenaires institutionnels : Centre International de Développement et de Recherche (CIDR) et le MAEP (Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche) au Togo et au Bénin

Partenaires Financiers :

- Union Européenne (UE),
- PPLM – EWDE (Pain Pour Le Monde) – Service protestant de développement,
- Ambassade de France au Togo,
- GeTM (Genève Tiers Monde),
- Terre des Hommes,
- Conseil General des Yvelines,
- UCT (Union des Communes du Togo),
- Banque Mondiale via MAEP Togo et Benin (Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche),
- FIDA via MAEP Togo
- CFSI/FDF (Fondation de France)

Table des matières

Liste des abréviations 3

Liste des tableaux 4

Listes des figures 5

Liste des photos 5

Introduction 13

I. Bilan de l'année 14
1. Analyse du contexte 14
1.2. Contexte national 15
2. Synthèse des activités par département 15
2.1. Accès au marché pour l'agriculture familiale 15
2.2. Décentralisation et développement économique local 21

3. Progrès au plan organisationnel et contributions à la consolidation des objectifs du Plan d'orientation stratégique 2010 – 2014 25
3.1. Capitaliser, valider et valoriser les acquis en matière d'accès au marché pour l'agriculture familiale 25
3.2. S'impliquer de manière innovante dans le secteur de la décentralisation et du développement économique local 31
3.3. Adapter la structure aux plans de la gouvernance et opérationnel, à la stratégie de croissance maîtrisée de ETD 32
3.4. S'ouvrir à de nouveaux partenariats techniques et institutionnels afin de participer plus activement aux réflexions sur les politiques publiques 33
3.5. Mettre en œuvre une dynamique de communication externe (bailleurs de fonds, ONG) et s'impliquer dans des réseaux d'acteurs des sociétés civiles béninoise et togolaise 34

4. Bilan des actions menées en 2015 35
4.1. Bilan par rapport aux prévisions 2015 des performances clés des différents départements et de ETD structure 35
4.2. Bilan par rapport à la consolidation des acquis du POS 2010 - 2014 36

II. Programme d'activités 2016 par département 41

1. Accès aux marchés pour l'agriculture familiale 41

2. Décentralisation et Développement économique local 42

3. Gouvernance et pilotage stratégique 43

III. Annexes : Identification des programmes et projets 44

Liste des abréviations

AFD	: Agence Française de Développement
AIDR	: Alliance Internationale de Développement et de Recherche
AMAF	: Accès aux Marchés et Agriculture Familiale
ANPGF	: Agence Nationale de Promotion et de Garantie pour le Financement des PME et PMI
AVSF	: Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
CCR-B	: Comité de Concertation des Riziculteurs du Bénin
CEET	: Compagnie d'Energie Electrique du Togo
CeCPA / SCDA	: Centre Communal de Promotion Agricole / Secteur Communal pour le Développement de l'Agriculture
CIDR	: Centre International de Développement et de Recherche
CNSS	: Caisse Nationale de Sécurité Sociale
COOPEC	: Coopérative d'Epargne et de Crédit
CSP	: Chargé de Suivi des Producteurs
CTB	: Coopération Technique Belge
DRAEP	: Direction de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
DSRP	: Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
ESOP	: Entreprise de Services et Organisations de Producteurs
ETD	: Entreprises Territoires et Développement
EWDE	: Pain pour le Monde - Service Protestant de Développement – Bröt Für die Welt
FAO	: Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FECECAM	: Faîtière des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuelle
FECECAV	: Fédération des Caisses d'Epargne et de Crédit des Associations Villageoises
FIDA	: Fonds International pour le Développement Agricole
FIDES	: Fonds d'Investissement pour le Développement d'Entreprises Solidaires
FUCEC	: Faîtière des Unités de Coopératives d'Epargne et de Crédit
GETM	: Genève Tiers Monde
ICAT	: Institut Togolais de Conseil Agronomique
IMF	: Institution de Microfinance
INRAB	: Institut National de Recherche Agronomique du Bénin
ITRA	: Institut Togolais de Recherche Agronomique
INPIT	: Institut National pour la Protection Intellectuelle du Togo
MAEP	: Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
OBC	: Organisation à Base Communautaire
OAPI	: Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OP	: Organisation de Producteurs
PADA	: Projet d'Appui à la Diversification Agricole
PADAT	: Programme d'Appui au Développement Agricole du Togo

PASA	: Programme d'Appui au Secteur Agricole
PDC	: Programme de Développement Communautaire
PNIASA	: Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
POS	: Plan d'Orientation Stratégique
PSRSA	: Programme Spécial de Restructuration du Secteur Agricole
PUASA	: Programme d'Urgence d'Appui à la Sécurité Alimentaire
PPMPVo	: Promotion de la production maraîchère dans la préfecture de Vo
RESOP	: Réseau des Entreprises de Services et Organisations de Producteurs
SARL	: Société A Responsabilité Limitée
SCAC	: Service de Coopération et d'Action Culturelle
SRI	: Système de Riziculture Intensive
UE	: Union Européenne
URizOP	: Union des Riziculteurs de l'Ouémé - Plateau
WAAPP	: West African Agriculture Productivity Program
WAGES	: Women Association for Gain both Economic and Social

Liste des tableaux

Tableau 1 : ETD en chiffres entre 2007 et 2016 11
Tableau 2 : Tableau de répartition du budget de ETD 12
Tableau 3 : Projets et programmes mis en œuvre par le département AMAF en 2015 16
Tableau 4 : Equipements, matériels et intrants distribués aux maraîchers dans la préfecture de Vo 20
Tableau 5 : Indicateurs des résultats au niveau du PPAAO 28
Tableau 6 : Cadre de suivi des performances clés du département AMAF au titre de l'année 2015 35
Tableau 7 : Cadre de suivi des performances clés du département DDEL au titre de l'année 2015 35
Tableau 8 : Cadre de suivi des performances clés de ETD au titre de l'année 2015 35
Tableau 9 : Tableau de bord de suivi des indicateurs des objectifs globaux du POS 2010 - 2014 36
Tableau 10 : Tableau de bord de suivi des indicateurs de l'objectif spécifique du POS 2010 - 2014 36
Tableau 11 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 1 du POS 2010 - 2014 36
Tableau 12 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 2 du POS 2010 - 2014 38
Tableau 13 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 3 du POS 2010 - 2014 38
Tableau 14 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 4 du POS 2010 – 2014 39
Tableau 15 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 5 du POS 2010 - 2014 40
Tableau 16 : Cadre de suivi des performances clés du département AMAF au titre de l'année 2016 42
Tableau 17 : Cadre de suivi des performances clés du département DDEL au titre de l'année 2016 43
Tableau 18 : Cadre de suivi des performances clés de ETD structure au titre de l'année 2016 43
Tableau 19 : Fiche synthétique du Contrat PASA 44
Tableau 20 : Fiche synthétique du contrat PPAAO 45
Tableau 21 : Fiche synthétique du Projet SRI/PPAAO 46
Tableau 22 : Fiche synthétique du PADAT 47
Tableau 23 : Fiche synthétique du Programme ESOP TOGO, phase 2014 - 2016 / PPLM 48
Tableau 24 : Fiche synthétique du Programme ESOP BENIN, phase 2014 - 2016 / PPLM 49
Tableau 25 : Fiche synthétique du Contrat PADA au Bénin 50
Tableau 26 : Fiche synthétique du Projet PPMPVo 51
Tableau 27 : Fiche synthétique du Projet Mobilités UE 52
Tableau 28 : Fiche synthétique du PAGED 53
Tableau 29 : Fiche synthétique du PAGEA 54
Tableau 30 : Fiche synthétique du GLDD 55
Tableau 31 : Fiche synthétique du PAGDA 56

Tableau 32 : Fiche synthétique du PRBSA 57
Tableau 33 : Fiche synthétique du PAPEBA 58

Listes des figures

Figure 1 : Nombre de bénéficiaires des ESOP entre 2008 et 2015 11
Figure 2 : Nombre d'ESOP promues entre 2007 et 2016 11
Figure 3: Bénéficiaires des ESOP en 2011 désagrégés selon le sexe 11
Figure 4 : Bénéficiaires des ESOP en 2015 désagrégés selon le sexe 11
Figure 5 : Répartition du budget de ETD en 2014 et 2015 12

Liste des photos

Photo 1: Tri du riz par les femmes dans une ESOP RIZ (à gauche) et produits ESOP exposés (à droite) 7
Photo 2: Vue sur les activités d'une ESOP soja (à gauche) et d'une ESOP viande (à droite) 7
Photo 3: Aménagement des bas-fonds (à gauche), sensibilisation des producteurs aux techniques d'aménagement 8
Photo 4 : Parcelle SRI (à gauche), formation en technique de commercialisation (à droite) 8
Photo 5 : Vues formation à la technique de repiquage (à gauche), Aperçu d'un site de tomate en cours d'arrosage (à droite) 8
Photo 6 : formation sur la mobilisation des finances locales 8
Photo 7 : Visite des couloirs mettant en exergue le marquage végétal à la peinture à Kolokopé 8
Photo 8 :Vue d'une initiative locale réalisée : activité de transformation des amandes de karité en beurre 8
Photo 9 : Réunion de planification territoriale, de maîtrise d'ouvrage des collectivités locales et de mobilisation de finances locales 9
Photo 11: Vue des Produits ESOP exposés (à gauche) et Stand du RESOP Lomé au SIALO (à droite) 19
Photo 12 : Séance du débat communautaire à Atikpodji au grand marché de Lomé 20
Photo 13 : Formation aux techniques de production (extrême gauche), achat de tomate sur le site de production par les grossistes venant de Lomé (centre gauche), formation sur le compostage (centre droit), remise de matériel aux maraîchers (extrême droit) 21
Photo 14 : Vue des participants à la formation (à gauche) et vue des participants AGC ESOP Mandouri (à droite) 21
Photo 15 : Le PDS du Mono-Mono appréciant l'ouvrage avant remise à Kpodoudji (à gauche) et le Secrétaire du Conseil de Haho prodiguant les conseils à un bon usage de forage (à droite) 23
Photo 16: Séance de remise de matériels aux OSC (à gauche) et de moto dans le Moyen-Mono (à droite) en présence du Préfet, du PDS et du CCD 23
Photo 17 : Vues partielles de la formation des membres du cadre de concertation préfectoral agricole de Blitta 24
Photo 18 : Atelier préfectoral de réflexion sur la mobilisation des ressources financières (à gauche). Remise des matériels et équipements aux OP soutenues pour la mise en œuvre des projets IL (à droite) 24
Photo 19 : Visite des couloirs mettant en exergue le marquage végétal à la peinture à Kolokopé (à gauche) Visite du site de 50 ha devant abriter l'aire de pâture et le point d'eau à Tafaltovillé, Canton de Bago (Préfecture de Tchamba) (à droite) 24
Photo 20 : Champ semencier de riz, ESOP semence Mango (à gauche) ; Champ de semence de maïs à AroukaKopé, ESOP semence Atakpamé (à droite) 26

Photo 21 : Formation des producteurs (à gauche), repiquage du riz (au centre gauche), parcelle SRI à (au centre droit) et évaluation du tallage d'un plant de riz (à droite) 27
Photo 22 : Producteurs en formation sur la technique d'aménagement (à gauche), site aménagé portant la culture du riz (à droite) 27
Photo 23 : Séance d'application parentérale à une chèvre par les éleveurs à Sada (Préfecture de l'Ogou) à gauche et Troupeau de caprins dans une BTA à Kpédji (à droite) 28
Photo 24 : Vue des deux ateliers de transformation de l'ESOP Amou à gauche) et abattoir de l'ESOP viande Notsé (à droite) 29

Résumé

Eléments de contexte

Le contexte général dans lequel ETD a évolué en 2015 est un contexte d'austérité et de crises sécuritaire et financière, avec notamment la menace terroriste (du Groupe Etat Islamique, d'Al-Quaïda et de Boko Haram) et la cherté de la vie due aux tensions politiques qui prévalaient lors de la préparation des élections présidentielles.

Au Togo, l'année 2015 a été marquée par (i) les élections présidentielles ; (ii) les débats sur la mise en œuvre des réformes institutionnelles et constitutionnelles prévues par l'Accord Politique Global de 2006 ; (iii) les débats sur la décentralisation et les élections locales, (iv) la poursuite des grands travaux entrepris il y a près de quatre ans ; (v) le renforcement des mesures de sécurité face aux menaces des terroristes du Groupe Etat Islamique, d'Al-Quaïda et de BokoHaram.

Au Bénin, l'année 2015 a été marquée par (i) la préparation des élections présidentielles ; (ii) l'assainissement des conditions de création d'entreprises ; (iii) les débats sur l'emploi des jeunes ; (iv) la poursuite des réformes en matière entre autres d'assainissement des finances publiques, de la lutte contre la corruption ; (v) la poursuite de la réalisation des travaux notamment la construction de route et l'électrification rurale ; (vi) le démarrage du chantier de modernisation du secteur de la justice à travers l'informatisation des juridictions et de la chancellerie.

Pour ETD, 2015 constituait l'année de renouvellement de son plan d'orientation stratégique 2010-2014 avec comme résultat la définition du nouveau POS 2016-2020 qui a été pré-validé par la direction générale de ETD. Au plan opérationnel, trois (03) nouveaux projets sont arrivés à terme et d'autres sont en cours de renouvellement.

Réalisations majeures de l'année 2015

Les réalisations majeures de l'année 2015 sont :

(i) la promotion de 51 PME agroalimentaires rurales de type ESOP intervenant sur 9 filières (riz, soja, semence de maïs, semence de riz, viande, miel, manioc, arachide et provende) : 31 ESOP anciennes, 20 ESOP nouvelles et 2 RESOP (a) 5 624 tonnes de produits traitées ; (b) l'appui à la structuration et aux techniques de production et de commercialisation de près de 21 576 producteurs (dont 30% de femmes) fournissant aux ESOP fournissant 6309 tonnes de matière première collectée ; (c) plus de 966,4 millions de F CFA, (soit 1,443 millions d'euros) distribués aux producteurs par les ESOP ; (d) environ 193 emplois permanents, 564 emplois directs et 2273 emplois équivalents ou indirects créés ; (e) l'appui à la promotion et à la distribution des produits ESOP à travers les dispositifs RESOP mis en place à Cotonou et à Lomé ;

Photo 1: Tri du riz par les femmes dans une ESOP RIZ (à gauche) et produits ESOP exposés (à droite)

Photo 2: Vue sur les activités d'une ESOP soja (à gauche) et d'une ESOP viande (à droite)

(ii) le renforcement des capacités techniques, organisationnelle et de commercialisation de 21576 producteurs dont 30 % de femmes à travers (a) la formation aux itinéraires techniques de production ; (b) l'accompagnement 168 sociétés coopératives simplifiées ; (c) la diffusion du système de riziculture intensive sur 84 ha avec 1517 producteurs touchés ; (d) la réalisation de 38 ha d'aménagements sommaires de bas-fonds au profit de 293 producteurs; (e) la facilitation de l'accès de crédits de campagne auprès d'IMF à 4399 producteurs pour un montant de 162 millions de FCFA.

Photo 3: Aménagement des bas-fonds (à gauche), sensibilisation des producteurs aux techniques d'aménagement

Photo 4 : Parcelle SRI (à gauche), formation en technique de commercialisation (à droite)

(iii) l'appui à la promotion du maraîchage dans la préfecture de Vo (Togo) : (a) 22,4 ha valorisés pour 127 maraîchers touchés ; (b) 144,71 tonnes de produits maraîchers, dont 114,31 tonnes de tomate sont écoulés sur les marchés de Lomé ; (d) le rendement de la tomate est passé de 15 t/ha en moyenne à 20 t/ha, soit 33,33 % d'augmentation.

Photo 5: Vues formation à la technique de repiquage (à gauche), Aperçu d'un site de tomate en cours d'arrosage (à droite)

(iv) En matière d'appui à la décentralisation et à la gouvernance locale: (a) 4 collectivités locales (Préfectures du Haho, Moyen-Mono et Blitta et commune urbaine de Notsé) sont accompagnées dans la planification et la gestion du développement durable de leur territoire, le renforcement de leurs capacités techniques, de maîtrise d'ouvrage et financières ; (b) 60 personnes représentants différentes catégories d'acteurs de la filière du bétail ont participé à 2 débats informés respectivement à Anié et Blitta ; (c) la finalisation des cartes de couloirs pratiqués avec la mise en exergue des différentes mobilités et marquage végétal de 235 km de pistes négociées à la peinture ; (d) la mise en place de 2 comités de gestion de point d'eau, de 10 comités de suivi de 77 membres et de 27 comités de négociation de 152 membres dans les régions des Plateaux et Centrale ; (e) 9 ateliers tenus dont 5 dans la région des Plateaux et 4 dans la région Centrale pour l'ensemble des 235 km négociés avec plus de 700 participants principalement composés des autorités locales et administratives, des propriétaires terriens, des exploitants des espaces négociés, des responsables éleveurs et agriculteurs et des personnes ressources ; (f) la réalisation 49 initiatives locales (16 dans le Moyen Mono, 19 dans le Haho et 14 à Blitta) et de 11 infrastructures de base améliorant leur cadre de vie. Au total 60 000 habitants sont directement touchés par les réalisations de l'année.

Photo 6 : formation sur la mobilisation des finances locales

Photo 7 : Visite des couloirs mettant en exergue le marquage végétal à la peinture à Kolokopé

Photo 8:Vue d'une initiative locale réalisée : activité de transformation des amandes de karité en beurre

(v) En matière de capitalisation, management de connaissance et de suivi-évaluation, les réalisations suivantes ont été enregistrées : (a) l'informatisation du dispositif de suivi évaluation des programmes et projets de ETD avec un premier jet livré ; (b) la production et publication de six documents de capitalisation présentés et diffusés à l'atelier régional de partage et d'échanges sur les acquis du PAGED du 2 au 3 décembre 2015 ; (c) la production de cinq documents de capitalisation en matière d'appui aux collectivités locales en cours de relecture par le CIDR et la direction d'ETD en vue de leur publication et diffusion prochaine ; (d) la production d'un premier jet du document du processus métier « création et accompagnement d'ESOP» en attente de validation par l'ensemble du personnel ETD.

Photo 9 : réunion de planification territoriale, de maîtrise d'ouvrage des collectivités locales et de mobilisation de finances locales (en haut et en bas)

(vi) Au plan de sa gouvernance et de son fonctionnement, (a) aucune réunion du CA n'été organisée du fait de l'indisponibilité de tous les membres, (b) les comptes de projets et de la structure ont été certifiés par des auditeurs externes, (c) le POS 2016 – 2020 de ETD a été défini. En raison des retards accusés dans la mobilisation de nouveaux adhérents à l'association et la non disponibilité des membres, l'assemblée générale de 2015 initialement prévue pour décembre a été avortée.

Au total, 12 projets et programmes ont été exécutés pour un chiffre d'affaires global 864 144 120 FCFA, soit 1 317 293 euros mobilisant 69 salariés (58 au Togo et 11 au Bénin) dont 45 cadres de profils agronomes, agroéconomistes, géographes, économistes, gestionnaires, sociologues.

Perspectives ou défis majeurs de l'année 2016

Au plan de la gouvernance et du pilotage stratégique, les grands chantiers de ETD en 2016sont : (i) la finalisation du plan d'orientation stratégique 2016 - 2020 de ETD, assorti d'un plan d'affaire pluriannuel ; (ii) la participation aux réseaux thématiques notamment l'AIDR ; (iii) la poursuite de la formalisation des acquis de ETD sur les thématiques de l'accès au marché pour l'agriculture familiale et de l'appui à la gouvernance locale en vue du développement économique et durable des territoires ; (iv) la matérialisation des travaux de construction du siège de ETD à Lomé ; (v) le renouvellement des projets en cours et la formulation de nouveaux programmes/projets ; (vi) la recherche de financements privés pour la diversification des partenariats.

Au plan opérationnel, en matière d'accès aux marchés pour l'agriculture familiale, les activités de l'année 2016 s'articuleront autour de : (i) la consolidation des 51 ESOP accompagnées en 2015 ; (ii) la consolidation des deux RESOP et la restructuration du RESOP Cotonou ; (iii) la création de 06 nouvelles ESOP au Bénin ;(iv)l'appui à la commercialisation des produits des ESOP ; (v) la sécurisation du financement (ESOP et producteurs) à travers la négociation de convention avec IMF, Banque, la négociation de fonds de garantie, la participation à la mise en place du CIDEA ; (vi) l'opérationnalisation d'un dispositif de contrôle des ESOP.

En matière de décentralisation et de développement économique local, les activités de 2016 s'articuleront autour de : (i) la poursuite de l'animation régulière des cadres de concertation mis en place dans les préfectures de Haho, du Moyen Mono et de Blitta ; (ii) l'accompagnement des préfectures de Haho, du Moyen Mono et de Blitta dans la mise en œuvre des stratégies territoriales concertées de développement durable définies ; (iii) le renforcement des capacités techniques et financières des quatre collectivités appuyées ; (iv) le renforcement des conseils de préfecture et communal ainsi que leurs équipes techniques à la gestion durable des ressources naturelles ; (v) l'accompagnement technique et financier de la mise en place et de la gestion d'infrastructures productives en faveur des groupements de producteurs ; (vi) la définition de la mise en œuvre d'un plan réaliste d'amélioration des finances locales des trois conseils de préfecture (Blitta, Haho et Moyen-Mono) basé notamment sur une meilleure taxation des activités directes et indirectes dans le secteur agricole ; (vii) la poursuivre des actions de facilitation de débats informés par l'équipe d'animateurs auprès des acteurs clefs de la filière du bétail ; (viii) la poursuite des actions d'aménagement et de sécurisation des espaces pastoraux, des pistes axées sur les tronçons stratégiques et les passages difficiles en lien avec les aires protégées.

Performances clés de ETD au cours de la décennie2007 et 2016

Tableau 1 : ETD en chiffres entre 2007 et 2016

Années	2007	2010	2014	2015	2016
Nombre de programmes	1	4	12	12	14
Nombre d'ESOP promues	15	18	51	51	51
Nombre de collectivités appuyées	0	0	4	4	5
Nombre de salariés	13	42	72	69	70
Nombre total de bénéficiaires	6331	6548	341 611	350 000	350 000
Nombre de femmes bénéficiaires	-	-	177 528	190 000	190 000
Chiffre d'Affaires en F CFA	89 722 870	237 335 178	907 673 963	896 291 615	864 012 092
Chiffre d'Affaires en EURO	136 782	361 815	1 383 740	1 366 388	1 317 178

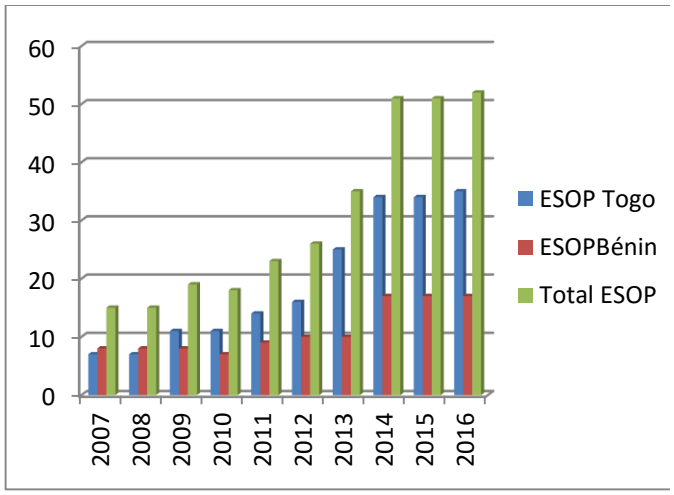

Figure 2 : Nombre d'ESOP promues entre 2007 et 2016

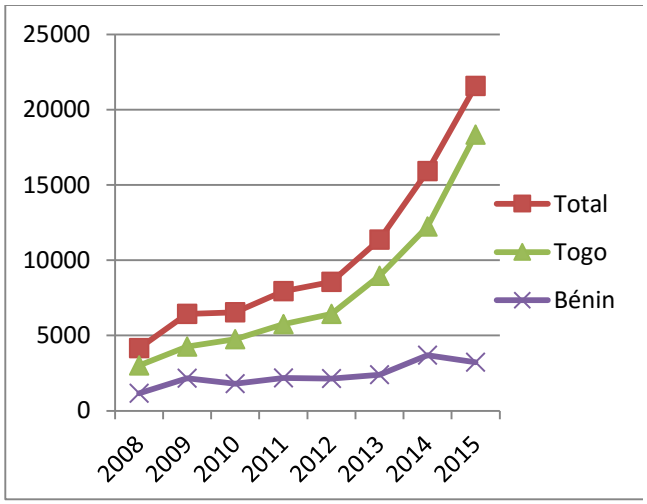

Figure 1 : Nombre de bénéficiaires des ESOP entre 2008 et 2015

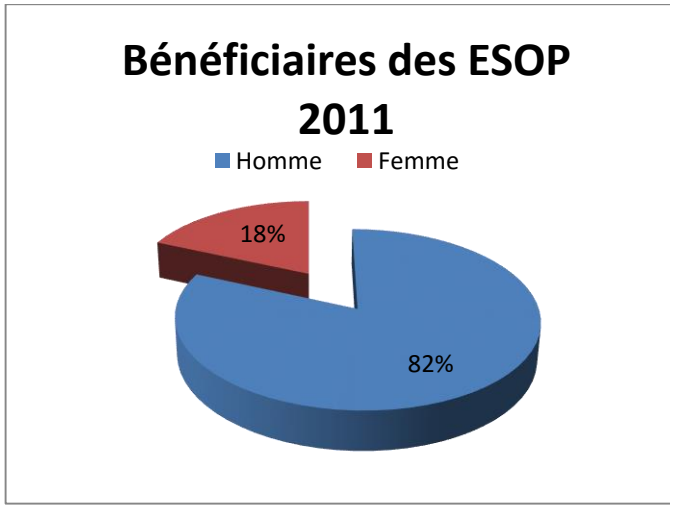

Figure 3: Bénéficiaires des ESOP en 2011 désagrégés selon le sexe

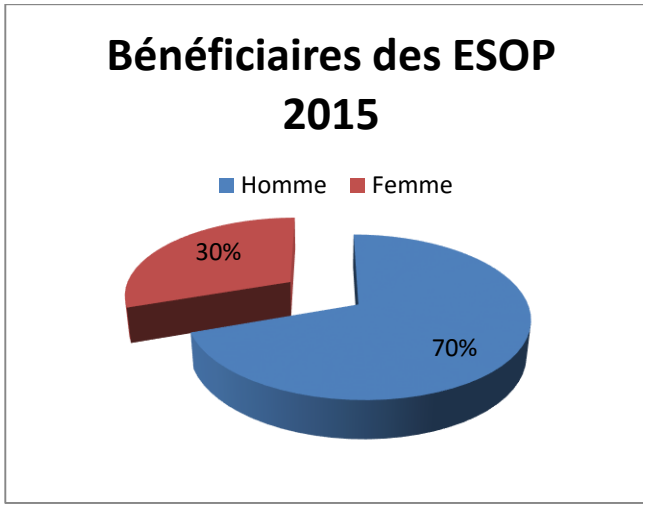

Figure 4 : Bénéficiaires des ESOP en 2015 désagrégés selon le sexe

Tableau 2 : Tableau de répartition du budget de ETD

	2014		2015	
Administration	**202 448995**	**23,4 %**	**252700420**	**28,8 %**
Agriculture familiale et Accès au marché	**424 525087**	**49,1 %**	**372 797956**	**42,4 %**
Décentralisation et appuis aux collectivités/ Environnement et Gestion durable	**237 677649**	**27,5 %**	**253 418197**	**28,8 %**
Total	**864651731**	**100 %**	**878916573**	**100 %**

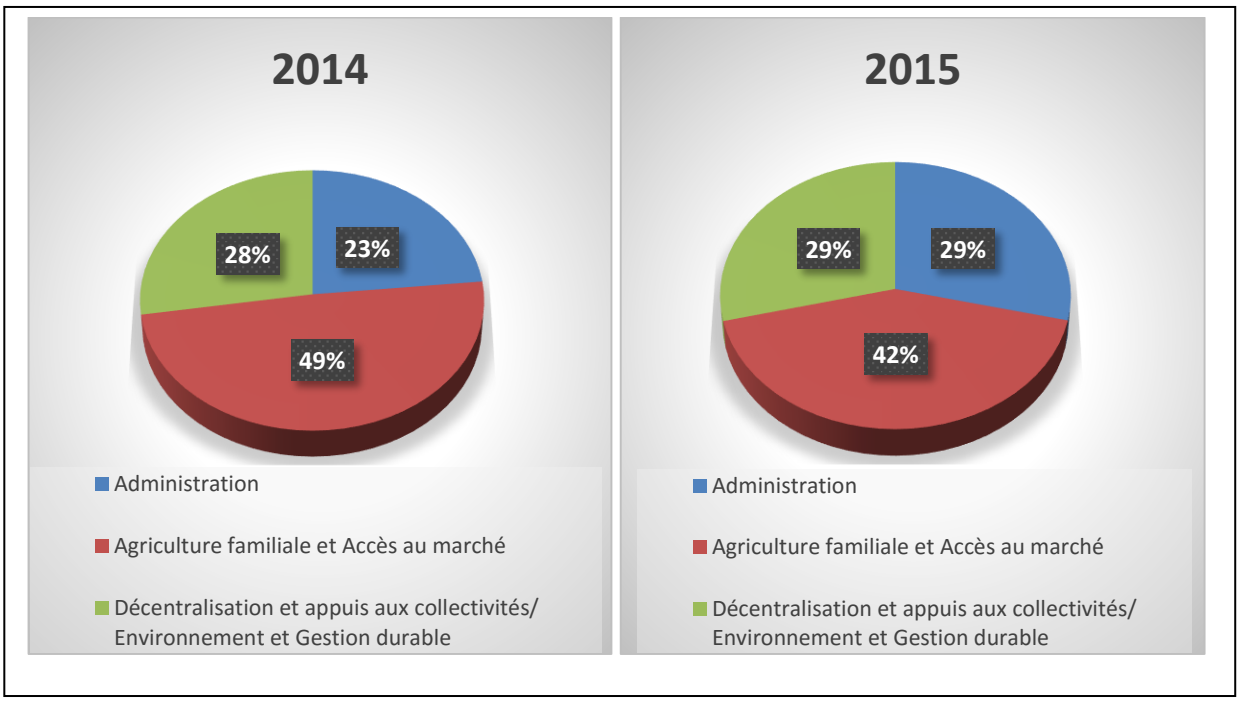

Figure 5 : Répartition du budget de ETD en 2014 et 2015

Introduction

L'année 2015 a marqué pour ETD (Entreprises Territoires et Développement) la phase de renouvellement de son plan d'orientation stratégique 2010-2014. En effet, ETD s'est dotée en 2009 d'un plan d'orientation stratégique quinquennale pour guider ses actions entre 2010 et 2014. Ce plan répondait à la nécessité pour ETD de maîtriser sa croissance en restant attachée à sa mission. Ce POS étant arrivé à terme, un nouveau plan 2016-2020 a été formulé en 2015. Pour rappel, la mission de ETD est de contribuer au développement économique et social des populations vivant en milieu rural en valorisant les ressources humaines et naturelles locales et en préservant l'environnement. De cette mission découlent les domaines d'interventions de ETD à savoir :

- Agriculture familiale et accès aux marchés
  - promotion d'entreprises interfaces entre les producteurs et le marché ;
  - appui à des acteurs de filières agroalimentaires pour qu'ils deviennent compétitifs et performants ;
  - création de conditions favorables à la production agricole.
- Décentralisation et développement économique local
  - accompagnement des collectivités locales dans la définition et la mise en œuvre d'actions qui contribuent au développement socio-économique de leur territoire ;
  - accompagnement des collectivités locales à l'amélioration de leurs capacités techniques, financières et de maîtrise d'ouvrage.
- Environnement et gestion durable des ressources naturelles
  - mise en œuvre de programmes et actions axés sur la gestion durable des ressources naturelles ;
  - accompagnement des acteurs locaux à la définition et à la mise en œuvre de stratégies de développement durable.

Le présent document dresse le bilan des activités menées par ETD au cours de l'année 2015, assorti des perspectives de l'année 2016. Il est conçu à la fois comme un outil de suivi-évaluation des performances et comme un outil de reddition de compte axé sur le plan d'orientation stratégique. Il intègre les nouveaux défis auxquels ETD doit faire face, sur fond d'amélioration continue des services et apports aux groupes cibles et aux bénéficiaires. Il est structuré en trois parties consacrées dans l'ordre : (i) au bilan général de l'année 2015 ; (ii) aux perspectives et enjeux majeurs de l'année 2016 ; et (iii) aux annexes.

La première partie expose : (i) l'analyse des contextes international et nationaux dans lesquels les activités de 2015 ont été menées au Togo et au Bénin ; (ii) la synthèse des activités menées par département ; puis (iii) les progrès réalisés au plan organisationnel assortis des contributions des activités menées pour la consolidation des objectifs du post POS 2010-2014. Pour rappel, ETD est structurée en une Direction Générale et deux départements techniques regroupant chacun des équipes terrain dédiées à la mise en œuvre des programmes et projets.

La deuxième partie expose les perspectives opérationnelles et organisationnelles de l'année 2016. Les lignes d'actions des différents départements pour l'année 2016 y sont précisées, notamment les programmes à démarrer, à mettre en croisière, à clôturer et à formuler.

La troisième et dernière partie est consacrée à l'identification des différents programmes et projets. Les fiches synthétiques des différents programmes et projets exécutés en 2015 ou à démarrer en 2016 y sont présentées avec précision des budgets et ressources humaines alloués auxdits programmes et projets.

I. Bilan de l'année

1. Analyse du contexte

1.1. Contexte général

ETD a évolué en 2015 dans un climat caractérisé globalement par : (i) la stagnation de la croissance économique mondiale ; (ii) l'aggravation de la crise sécuritaire avec la persistance des foyers de tension (Syrie, Afghanistan, République Centrafricaine, Mali, etc.) et une multiplication des attaques terroristes jihadistes (France, Mali, Burkina Faso, Nigéria, Tchad, Cameroun, etc.) ; (iii) l'aggravation de la crise migratoire, notamment en Europe ; puis (iv) la persistance ou l'apparition de nouveaux risques sanitaires majeurs (virus Ebola, virus Zika, virus Lassa, méningites, etc.). Ces différentes crises qui ont fortement mobilisé les principaux contributeurs de l'aide publique au développement (APD) ont davantage renforcé la raréfaction de l'APD destinée aux secteurs sociaux.

Au plan sécuritaire, 2015 a certes vu la poursuite de plusieurs tragédies : les attentats perpétrés par Boko Haram, le drame des migrations et l'apparition de nouveaux risques sanitaires majeurs (virus Zika, virus Lassa, méningites, etc.). Mais derrière ce lot d'actualités qui plombent l'avenir du continent, d'autres nouvelles parfois passées inaperçues dessinent un bilan plus positif et surtout plus prometteur. Il s'agit de la fin de l'épidémie à virus Ebola à Sierra Leoneet en Guinée qui sont déclarées « Ebola free » par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). En effet, après la Sierra Leone, le 7 novembre 2015, la Guinée qui était le second des trois pays d'Afrique de l'Ouest les plus touchés par l'épidémie de maladie à virus Ebola,a officiellement stoppé la chaîne de transmission de l'infection. Reste donc le Liberia, qui a les yeux rivés sur l'échéance du 14 janvier 2016(selon le site d'information www.lemonde.fr), date à laquelle il aurait à son tour atteint les 42 jours sans nouveau cas selon la condition définie par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Par ailleurs, de nombreux mécanismes de riposte ont été mis en place sur le continent pour contrer le terrorisme. Beaucoup d'efforts restent tout de même à faire en ce sens.

Le terrain politique africain a été bien mouvementé en 2015 par des révisions constitutionnelles pour permettre à certains dirigeants de se maintenir au pouvoir**.** Au moins six pays sont passés par les urnes pour réélire ou choisir de nouveaux dirigeants à la tête de leurs pays (Togo, Nigéria, Guinée, Côte d'Ivoire, Burundi, Burkina Faso). Au Togo, le Président sortant Faure Essozimna GNASSINGBE a été réélu en avril 2015 pour un nouveau mandat de cinq ans. Parmi ces élections, l'alternance politique pacifique et démocratique réalisée au Nigéria avec le retour au pouvoir de l'Ancien Président Muhamed Buhari a été le coup d'éclat de l'année. Ce fut un acte de grandeur unanimement salué en reconnaissance du

mérite duNigéria d'avoir organisé une joute électorale sans effusion de sang. Au Burkina Faso, la transition politique de Michel Kafando a été sauvée d'un putsch organisé par le Général Diendéré grâce à la forte mobilisation du peuple burkinabé, de la CEDEAO et de la communauté internationale puis à la loyauté de la grande majorité de l'armée burkinabé. A la suite de l'échec du putsch du Général Diendéré, les élections présidentielles burkinabé tenues en novembre 2015 ont porté au pouvoir Monsieur Roch Marc Christian Kaboré. La présidentielle centrafricaine du 27 décembre 2015 a été très attendue pour mettre fin aux cycles de violence que connaît le pays depuis 2013. Pendant ce temps, les tractations étaient en cours pour relancer la médiation ougandaise pour résoudre la crise politique au Burundi.

Au plan mondial, l'année est marquée par l'adoption en septembre des Objectifs de Développement Durable (ODD) comme devant guidé les interventions en matière de développement dans les quinze ans à venir. Le plateau économique de l'Afrique a été marqué par un évènement important lié à la participation de ce continent à la COP21 en décembre 2015 à Paris. En effet, l'unité a payé : en se présentant à la COP21 avec une liste de revendications communes, les pays africains ont réussi à obtenir le soutien financier des grands pays industrialisés à leur initiative sur les énergies renouvelables. Ce projet élaboré dans le cadre de l'Union africaine prévoit de déployer 300 gigawatts d'ici 2030, dont 10 au cours des cinq prochaines années. Les pays du G7se sont engagés à soutenir cette première étape quinquennale de l'initiative africaine sur les énergies renouvelables, avec des promesses s'élevant à plus de 10 milliards de dollars.

1.2. Contexte national

Le Togo et le Bénin partagent une frontière qui s'étend sur 660 km environ. Ils présentent des caractéristiques géographiques, agro-écologiques et démographiques fort semblables. Leurs populations vivent encore majoritairement (60 à 70 %) dans les zones rurales et sont les plus touchées par la pauvreté.

Au plan national, le contexte de mise en œuvre des activités en 2015a été marqué au Togo par : (i) une accalmie du front social depuis les élections présidentielles apaisées d'avril 2015 ; (ii) l'adoption d'une nouvelle politique agricole assortie d'un plan stratégique pour la transformation de l'agriculture au Togo à l'horizon 2030 et d'une nouvelle stratégie d'approvisionnement et de distribution des intrants agricoles ; (iii) l'absence de progrès notable dans le processus de décentralisation (élections locales pas encore organisées, etc...) et (iv) la persistance d'une forte pression fiscale sur les opérateurs économiques malgré quelques réformes d'amélioration de l'environnement des affaires.

Au Bénin, le contexte a été marqué par : (i) la fin du deuxième mandat du Président Yayi Boni, avec des élections présidentielles prévues pour mars 2016 ; (ii) la poursuite des actions de relance de l'agriculture ; (iii) la poursuite et la consolidation des réformes d'amélioration de l'environnement des affaires et (iv) la poursuite du processus de décentralisation.

2. Synthèse des activités par département

2.1 Accès au marché pour l'agriculture familiale

Pour le compte du département AMAF, les réalisations majeures de l'année 2015 sont : (i) la consolidation de 31 ESOP dont 25 au Togo et 6 au Bénin ; (ii) la consolidation des RESOP

Lomé et Cotonou ; (iii) la création de 20 nouvelles ESOP dont 10 au Togo et 10 au Bénin, touchant au total 21 576 producteurs dont 18 345 au Togo et 3231 au Bénin ; (iv) le suivi-accompagnement de 168 sociétés coopératives constituées en 2013 ; (v) l'appui-accompagnement de 6 OBC de six localités dans les préfecture de Vo et du Lac en vue du renforcement des dispositifs locaux de protection de l'enfant dans un contexte de mobilité ; (vi) l'appui-conseil formatif de proximité à six groupements de soixante-dix-sept (77) maraîchers et cinquante (50) maraîchers individuels, soit un total de cent vingt-sept (127) maraîchers dans 10 localités de la préfecture de Vo au Togo.

Ces réalisations du département AMAF ont été obtenues à travers la mise en œuvre de 8programmes et projets consignés dans le tableau ci-après :

Tableau 3 : Projets et programmes mis en œuvre par le département AMAF en 2015

Intitulé du projet	Objectif	Zone d'intervention	Date de démarrage	Date de fin
Prestation Projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA)	Renforcer les capacités productives des bénéficiaires du projet au sein des filières sélectionnées et de promouvoir un environnement (public et privé) capable d'accompagner le développement du secteur agricole (au sens large).	Togo, toutes les 5 régions : Maritime, Plateaux, Centrale, Kara et Savanes	2012	2017
Prestation Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest - Projet Togo (PPAAO)	(i) Générer, adapter et diffuser un panel de technologies améliorées de production durable des principaux produits végétaux (maïs et riz) et des produits animaux (volailles et petits ruminants) ; (ii) améliorer l'efficience et la performance de la recherche agricole par le renforcement des capacités des institutions de recherche agricole dans les domaines techniques, administratif, financier et de la planification ; (iii) et renforcer l'efficacité, la performance et la pérennité des services de vulgarisation agricole pour les rendre opérationnel.	Togo, régions des Plateaux, Centrale et des Savanes	2012	2016
Prestation Projet d'Appui à la Diversification Agricole	Renforcer les capacités productives des bénéficiaires du projet au sein de la filière riz et de promouvoir un environnement (public et privé) capable d'accompagner le développement du	Benin (Régions de l'Atlantique et littoral, de l'Ouémé-	2013	2016

(PADA)	secteur agricole (au sens large)	Plateaux, du Mono-Couffo, de Zou-Collines, du Borgou-Alibori et de l'Atacora-Donga)		
Prestation Consortium ONG Plateaux Projet d'appui au développement agricole au Togo (PADAT)	(i) Améliorer la productivité des petites exploitations agricoles ciblées sur le riz, le maïs et le manioc, (ii) Valoriser et faciliter la mise en marché des productions agricoles.	Région des Plateaux, sous-zone Amou-Ogou-Kpélé, Togo	2011	2016
Projet sous-régional de protection de mineurs migrants non accompagnés en Afrique de l'Ouest (Mobilités UE)	Au terme du mois 36, les enfants migrants non accompagnés bénéficient de meilleurs services de protection le long de leurs routes migratoires.	Togo : Lomé, région Maritime (Aného : Sanvikondji, frontière Togo -Bénin, préfecture de Vo)	2013	2016
Consolidation d'un Réseau d'Entreprises Agroalimentaires pour des revenus durables aux producteurs CREA	Augmenter et sécuriser le revenu de 6500 ménages agricoles à travers la consolidation d'un réseau d'entreprises sur les filières riz et soja et la diversification des filières.	Benin (Régions de l'Atlantique et littoral, de l'Ouémé-Plateaux, du Mono-Couffo, de Zou-Collines, du Borgou-Alibori et de l'Atacora-Donga)	2014	2016
Promotion de l'agroalimentaire et de la gouvernance	1) Augmenter et sécuriser le revenu de producteurs à travers la promotion de petites entreprises l'agroalimentaire locales. 2) La société civile et les	Togo (Régions des Savanes, de la Kara, Centrale, des	2014	2016

locale au Togo (PAGoL)	collectivités locales se concertent et négocient, dans le cadre d'une stratégie de développement durable, la définition, la production et la gestion de biens et services de proximité et de qualité en articulation avec les services de l'Etat et les autres partenaires du territoire. 3) Faire de ETD une organisation professionnelle, reconnue et ayant une croissance maîtrisée.	Plateaux et Maritime)		
Programme de la production maraichère dans la préfecture de Vo au Togo	(i) Accroître la productivité et de la production maraîchère périurbaine tout en améliorant la qualité des produits. (ii) Augmenter et sécuriser le revenu des maraîchers.	Préfecture de Vo, région Maritime, Togo	2014	2015

Les différents appuis apportés par ETD au travers des projets et programmes du Tableau 3 ont permis d'atteindre les résultats ci-après:

Appuis aux ESOP

Au total 51 ESOP (35 au Togo et 16 au Bénin) et les deux structures de commercialisation de produits ESOP, les RESOP implantés à Lomé et à Cotonou ont été accompagnées en 2015. Les performances majeures enregistrées en 2015 à travers l'appui-accompagnement des ESOP sont les suivantes : (i) près de 21 576 producteurs touchés sur 9 filières (riz, soja, semences riz, semences maïs, arachide, huile de soja, viande, miel, ananas) ; (ii) plus de 966,4 millions de F CFA distribués aux producteurs sur un chiffre d'affaires consolidé de 1 683 millions de FCFA, soit un évolution de 33% par rapport à 2014 ; et (iii) 5 624 tonnes de produits traités.

Les ESOP ont bénéficié en 2015 d'appuis effectués sous forme de conseils, d'accompagnements, de suivi et de contrôle par les équipes techniques de ETD.

Les RESOP (Lomé et Cotonou) ont bénéficié des appuis de ETD dans la mise en œuvre de leur stratégie marketing et de leur plan de communication pour la commercialisation des produits ESOP, ainsi qu'en gestion comptable et financière. Au Togo, les ESOP riz, les ESOP miel et le RESOP Togo ont été conviées à une réunion de définition de la stratégie de vente du riz et du miel.

Photo 10: Vue des Produits ESOP exposés (à gauche) et Stand du RESOP Lomé au SIALO (à droite)

Appuis divers aux petits producteurs vulnérables de la sous-zone Amou-Ogou-Kpélé

Dans le cadre de la mise en œuvre du PADAT dans la région des Plateaux, divers appuis ont été apportés en 2015 à près de 600 petits producteurs vulnérables et à leurs organisations à travers les réalisations suivantes :

Pour la composante 1 : (i) l'organisation des bénéficiaires pour les travaux d'aménagement du bas-fond pilote Bavégo dans le Kpélé ; (ii) la réalisation des travaux d'aménagement sur le bas-fond pilote Bavégo dans le Kpélé ; (iii) le suivi-accompagnement de 12 sociétés coopératives à l'actualisation et à la mise en œuvre de leurs plans de travail.

Pour la composante 2 : (i) la réception des requêtes après ciblage et la sensibilisation des OP pour l'identification des OP bénéficiaires et des sites d'implantation d'équipements ; (ii) le suivi-accompagnement des OP bénéficiaires d'infrastructures de stockage dans la mobilisation de leur contribution.

La mise en œuvre des activités du PADAT en 2015 a été fortement limitée en raison des blocages du Ministère en charge de l'agriculture à l'exécution des contrats avec les ONG.

Appuis à six organisations à base communautaire en vue du renforcement de la protection de l'enfant dans un contexte de mobilité

Les appuis apportés aux six (06) Organisations à Base Communautaires (OBC) ont porté essentiellement sur l'appui financier et technique pour la réalisation des activités des micro-projets communautaires notamment : (i) l'organisation des débats communautaires au grand marché de Lomé, à Djéta et à Sanvee-condji touchant au total1636 enfants ; (ii) l'organisation des activités psychosociales tels que le football et les activités intergénérationnelles touchant 603 enfants ; (iii) la tenue de diverses sessions de formation (22 personnes formées sur la mobilisation et la sensibilisation communautaire, 38 personnes formées sur les techniques de d'identification et prise en charge des enfants en situation de mobilité, 41 personnes formées sur le droit des enfants et 27 sur la production et transformation du manioc en produits dérivés) ; (iv) le suivi et le renforcement des OBC des zones de transit et de destination sur le fonctionnement du dispositif de détection des enfants en mobilité avec au total 435 enfants en mobilités détectés et accompagnés.

Photo 11: Séance du débat communautaire à Atikpodji au grand marché de Lomé

Appuis aux maraîchers dans la préfecture de Vo

Au titre de la promotion de la production maraîchère dans la préfecture de Vo, différents appuis ont été apportés aux maraîchers, à savoir : (i) l'appui-accompagnement aux itinéraires de production avec au total cent vingt-sept (127) maraîchers bénéficiaires soixante-dix-sept (77) maraîchers répartis en six (06) groupements et cinquante (50) maraîchers individuels ; (ii) la formation de vingt (20) producteurs composés de producteurs individuels et de représentants de cinq (05) groupements maraîchers sur les techniques de compostage et d'amendement des terres, axées sur les principes de Gestion intégrée de la fertilité, de l'eau et des ravageurs par les champignons (GIFERC) ; (iii)l'approvisionnement des maraîchers en divers équipements, matériels et intrants (Tableau 4) ; (iv) l'accompagnement de 32 producteurs dans l'achat de boîte de semences de qualité variété Tropomech) ; (v) la formation de 23 représentants de groupes de maraîchers sur la commercialisation groupée et sur les systèmes de négociation et de fixation de prix ; (vi) la mise en relation des maraîchers avec les commerçantes pour la vente de 3 266 paniers de 35 kg, soit 114,310 tonnes de tomate en quarante-sept (47) semaines.

Tableau 4 : Equipements, matériels et intrants distribués aux maraîchers dans la préfecture de Vo

Equipement, matériel, intrant distribué	Quantité	Bénéficiaires
Super tank	2	2 groupements
Suppresseurs	3	1 groupement
Motopompe	3	2 groupements
Fiente	20,13 tonnes	68 maraîchers regroupés en 05 groupements et 04 groupes de producteurs individuels
Produits de traitement phytosanitaire	63 litres	33 maraîchers
Semences de piment vert	500 g	
Semences d'Adémè (corète ou Corchorusolitorius),	500 g	
Semences d'aubergine	400 g	
Semences de tomate de la variété Mongal	1000 g	

Photo 12: Formation aux techniques de production (extrême gauche), achat de tomate sur le site de production par les grossistes venant de Lomé (centre gauche), formation sur le compostage (centre droit), remise de matériel aux maraîchers (extrême droite)

Autres activités réalisées par le département AMAF

Au cours de l'année 2015, outre les activités ci-dessus exposées, le département AMAF a également :

a) contribué sur financement du PASA à la formation de 35 personnes composées de directeurs et de comptables des ESOP et de 5 cadres de ETD sur le management de leurs entreprises, notamment sur les modules suivants : (i) le calcul et l'analyse des coûts et des marges dans une entreprise ; (ii) les conditions d'octroi du crédit par les IMF; (iii) quelques éléments de fiscalité ;

b) appuyé à la formalisation de trois (03) ESOP (Mandouri, Dapaong et Pagouda) en SARL. La formalisation de dix autres ESOP (sept au Togo et trois au Bénin) a été enclenchée en 2015.

Photo 13: Vue des participants à la formation (à gauche) et vue des participants AGC ESOP Mandouri (à droite)

2.2. Décentralisation et développement économique local

Les réalisations majeures de l'année 2015 sont : (i) l'appui à la gouvernance locale et aux dynamiques de territoires dans 4 collectivités locales (préfectures du Haho, Moyen-Mono et Blitta et commune urbaine de Notsé) à travers la planification concertée et la promotion du développement durable de leurs territoires, la maîtrise d'ouvrage, le renforcement de leurs capacités techniques et la mobilisation des ressources locales ; (ii) la réalisation de 49 initiatives locales (16 dans le Moyen Mono, 19 dans le Haho et 14 à Blitta) et de 11 infrastructures de base améliorant le cadre de vie des populations ; (iii) la formation de 60 personnes représentant différentes catégories d'acteurs de la filière du bétail à travers 2 débats informés respectivement à Anié et à Blitta ; (iv) la finalisation de 2 cartes de couloirs pratiqués

avec la mise en exergue des différentes mobilités et le marquage végétal de 235 km de pistes négociées à la peinture ; (v) la mise en place de 2 comités de gestion de point d'eau, de 10 comités de suivi de 77 membres et de 27 comités de négociation de 152 membres dans les régions des Plateaux et Centrale ; (vi) l'animation de 9 ateliers de sortie de connaissance des espaces et couloirs négociés dont 5 dans la région des Plateaux et 4 dans la région Centrale pour l'ensemble des 235 km négociés avec plus de 700 participants principalement composés des autorités locales et administratives, des propriétaires terriens, des exploitants des espaces négociés, des responsables éleveurs et agriculteurs et des personnes ressources.

Ces réalisations du département DDEL ont été obtenues à travers :

a) la poursuite du programme d'appui à la gouvernance locale et développement durable (PAGL2D/PAGEA/PAGED) dans les préfectures du Moyen-Mono et du HAHO ;

b) la poursuite du projet d'appui à la gouvernance concertée pour le développement agricole dans la préfecture de Blitta (PAGDA) ;

c) la poursuite du projet d'appui à la préservation des écosystèmes et de la biodiversité grâce à l'agropastoralisme (PAPEBA).

Appui à la gouvernance locale et aux dynamiques de territoires

Dans le cadre de la mise en œuvre du PAGL2D au cours de l'année 2015 : (i) trois collectivités locales ont été accompagnées dans la planification et la gestion du développement durable de leur territoire, le renforcement de leurs capacités techniques et financières avec : (a) 19 cadres de concertation (15 CCD, 1 quadrilogue, 2 CPD, 1 COS), renforcés et régulièrement animés dans le Haho et le Moyen-Mono ; (b) la validation des stratégies préfectorales de développement durable (SPDD) du Haho et du Moyen-Mono et le renouvellement du plan de développement de la commune de Notsé, (ii) la réalisation de 11 ouvrages (6 forages et 5 hangars de marchés) avec réceptions provisoires le 24 novembre 2015 dans le Moyen-Mono et le 7 décembre 2015 dans le Haho ; (iii) l'adoption de pratiques agroforestières par 322 producteurs agricoles sur 141 ha ; (iv) 35 IL soutenues (16 dans le Moyen Mono et 19 dans le Haho) incluant la restauration des berges dans les 20 villages de plus de 1000 habitants traversés par des cours d'eau (5 dans le Haho et 15 dans le Moyen Mono) ;(v) le renforcement des capacités opérationnelles des collectivités avec l'appui au recrutement de volontaires auprès de l'ANVT, le don de deux motos aux Conseils de préfecture du Haho et du Moyen Mono pour améliorer la mobilisation des ressources locales ; (vi) l'élaboration d'un plan de formation sur la gestion des ressources naturelles, la mise en place d'AVGAP autour des aires protégées (réserve de Togodo et réserve de Tchiela Monata) et de commissions cantonales de suivi du foncier ; (vii) la réalisation et la validation d'une étude de faisabilité sur l'enlèvement et la valorisation des ordures ménagères à Notsé, à Tohoun et dans 5 bourgades de plus de 5 000 habitants avec l'implication des différents acteurs concernés (PDS, ONG, services préfectoraux de l'assainissement, CVD, CCD…).

Photo 14: Le PDS du Mono-Mono appréciant l'ouvrage avant remise à Kpodoudji (à gauche) et le Secrétaire du Conseil de Haho prodiguant les conseils à un bon usage de forage (à droite)

Photo 15: Séance de remise de matériels aux OSC (à gauche) et de moto dans le Moyen-Mono (à droite) en présence du Préfet, du PDS et du CCD

Appui à la gouvernance concertée pour le développement agricole

Dans le cadre de la mise en œuvre du PAGDA au cours de l'année 2015 : (i) le cadre de concertation, de négociation et de décisions entre la collectivité et les acteurs du secteur agricole mis en place s'est doté d'une charte de fonctionnement ; (ii) deux plans d'action annuel (2015 et 2016) ont été élaborés sur la base de la stratégie de développement agricole de la préfecture de Blitta ; (iii) une convention de partenariat tripartite a été signée pour la mise en place d'un fonds de garantie pour le financement des initiatives à caractère économique ; (iv) 30 OP ont été sélectionnées pour être soutenues techniquement et financièrement dans la mise en œuvre de leurs projets d'initiatives locales, dont (a) 14 contrats de subvention signés et (b) 14 projets d'initiatives locales portées par des organisations de producteurs en cours de mise en œuvre, avec 238 ménages touchés ; (v) l'accompagnement du Conseil de préfecture de Blitta dans la réalisation d'un diagnostic organisationnel et dans l'organisation d'un atelier de réflexion sur la mobilisation des ressources financières ; (vi) la formation des membres du cadre de concertation sur la méthodologie d'élaboration d'un document de stratégie préfectoral de développement agricole. Au total, 3 233 ménages agricoles sont touchés à travers les différentes activités menées depuis le début du projet en 2014.

Photo 16: Vues partielles de la formation des membres du cadre de concertation préfectoral agricole de Blitta

Photo 17: Atelier préfectoral de réflexion sur la mobilisation des ressources financières (à gauche). Remise des matériels et équipements aux OP soutenues pour la mise en œuvre des projets IL (à droite)

Appui à la préservation des écosystèmes et de la biodiversité grâce à l'agropastoralisme

Au titre de la mise en œuvre du PAPEBA en 2015 : (i) 2 cartes de couloirs pratiqués ont été finalisées avec la mise en exergue des différentes mobilités et le marquage végétal de 235 km de pistes négociées à la peinture ; (ii) 2 comités de gestion de point d'eau, 10 comités de suivi de 77 membres et 27 comités de négociation de 152 membres dans les régions des Plateaux et Centrale ont été mis en place ; (iii) 9 ateliers de sortie de connaissance des espaces et couloirs négociés ont été animés dont 5 dans la région des Plateaux et 4 dans la région Centrale pour l'ensemble des 235 km négociés avec plus de 700 participants principalement composés des autorités locales et administratives, des propriétaires terriens, des exploitants des espaces négociés, des responsables éleveurs et agriculteurs et des personnes ressources.

Photo 18: Visite des couloirs mettant en exergue le marquage végétal à la peinture à Kolokopé (à gauche) Visite du site de 50 ha devant abriter l'aire de pâture et le point d'eau à Tafaltovillé, Canton de Bago (Préfecture de Tchamba) (à droite)

Autres activités du département DDEL

Au cours de l'année 2015, outre les activités ci-dessus exposées, le département DDEL a

- organisé un atelier régional de partage et d'échanges sur les acquis des actions du département sous le thème « Collectivités locales, moteur du développement durable

des territoires » avec la participation 84 personnes dont 19 délégués des collectivités (préfectures et communes) et 15 comités cantonaux/communal de développement (CCD) ;

- préparé et soumis deux projets en réponse aux appels à projets du FNUD et de la Délégation de l'Union Européenne au Togo ;
- appuyé les collectivités du Haho et du Moyen-Mono à répondre à l'appel à projets ANE-AL lancé par la Délégation de l'Union Européenne au Togo.

3. Progrès au plan organisationnel et contributions à la consolidation des objectifs du Plan d'orientation stratégique 2010 – 2014

Les réalisations enregistrées au cours de l'année 2015ont contribué à consolider les acquis du POS 2010 – 2014 de ETD. Le bilan de l'exécution des activités planifiées pour l'année 2015 illustre les progrès réalisés par rapport à l'année 2014.

3.1. Capitaliser, valider et valoriser les acquis en matière d'accès au marché pour l'agriculture familiale

3.1.1. Valider et stabiliser la démarche

a) Opérationnaliser le dispositif de financement des ESOP en articulation avec les IMF et les banques

Les activités menées en 2015 ont contribué à la consolidation des liens avec les IMF (FUCEC, URCLEC, FECECAM au Togo et ALIDE au Bénin). Cette consolidation des liens avec les IMF a été matérialisée par la signature d'un contrat de partenariat avec l'ANPGF au Togo et ALIDE au Bénin. La convention entre ETD et la FUCEC a été finalisée pour signature en 2016. Les options retenues finalement par le CRESA de ne financer que des PME établies ont poussé ETD à réfléchir à la création d'un fonds spécifique pour l'incubation de TPE et PME agroalimentaires. L'étude de faisabilité de ce fonds appelé le CIDEA[1]a été réalisée et restituée en 2015. L'opérationnalisation effective du CIDEA est prévue pour 2016.

b) Clarifier le rôle et le positionnement de ETD vis-à-vis des ESOP

La clarification du rôle et du positionnement de ETD dans le cadre des activités de promotion de PME de type ESOP définie en 2010 a été rappelé aux ESOP tout au long de l'année 2015 toutes les fois que nécessaire. Pour rappel, ETD (i) initie la mise en place des ESOP, (ii) finance le démarrage des activités sur fonds de projets, (iii) joue le rôle de tiers de confiance en prenant part au capital des ESOP formalisées en SARL et (iv) apporte au cours des 5 premières années des appuis techniques non facturés aux ESOP.

c) Renforcer les fonds propres des ESOP pour se préparer aux réactions de la concurrence

En 2015, les fonds propres des ESOP ont été renforcés à travers :

- l'augmentation de la capacité d'autofinancement des ESOP par l'appui à l'amélioration des performances économiques des anciennes ESOP ;

[1] CIDEA : Capital Investissement pour le Développement d'Entrepreneuriat Agricole

- la mise en place par les ESOP du Bénin d'un fonds commun de 5 000 000 F CFA logé auprès de la microfinance « ALIDé » devant servir de caution pour leur faciliter l'accès au financement. Ce fonds a permis de : (i) ramener les taux d'intérêt appliqués aux ESOP à 1 % le mois constant contre 2 % généralement appliqués et (ii) de dispenser les ESOP du nantissement auprès de notaire (généralement exigé). Ce dispositif a permis à deux ESOP de bénéficier de crédit à hauteur de 29 millions de FCFA ;
- l'accompagnement de : (i) 10 nouvelles ESOP au Togo à bénéficier de subventions de démarrage du PASA en vue de constituer le stock de matière première de l'année et d'acquérir des équipements de transformation et (ii) de 10 autres ESOP au Bénin grâce à l'appui financier du PADA pour la construction des infrastructures de stockage et l'acquisition d'équipements de transformation ;
- la poursuite du processus de formalisation de 10 ESOP en année de transformation (8 ESOP riz, 1 ESOP soja et 1 ESOP semence riz) au Togo et de 03 ESOP au Bénin à travers l'élaboration des tests juridiques (statuts et pacte d'associés) et l'organisation de leur assemblée générale constitutive.

d) *Négocier une fiscalité adaptée pour les ESOP et les autres systèmes d'accès aux marchés*.

En 2015, aucun progrès notable n'a été enregistré sur la négociation d'une fiscalité adaptée pour les ESOP. Un appui circonstancié a été apporté à Soja Nyo dans le cadre d'un contrôle fiscal organisé par l'Office Togolais des Recettes (OTR).

3.1.2. Renforcer les capacités techniques de production agricole, de stockage et de transformation agroalimentaire

a) Former les producteurs aux itinéraires de production

En 2015, au total, environ 21576 producteurs fournisseurs des ESOP ont été formés aux itinéraires techniques de production de diverses spéculations : riz, soja, semences de riz, semences de maïs, arachide, ananas, miel, manioc sur la base des fiches techniques actualisées et améliorées intégrant des éléments liés à la gestion intégrée de la fertilité des sols et à la gestion de la qualité des récoltes. La superficie totale emblavée a été de 10 271 ha dont 4491 ha pour le riz et 5567 ha pour le soja et 213 ha pour les autres filières.

Photo 19: Champ semencier de riz, ESOP semence Mango (à gauche) ; Champ de semence de maïs à AroukaKopé, ESOP semence Atakpamé (à droite)

- ***Diffusion de la technique SRI***

Au Togo, l'expérimentation de la technique du Système de Riziculture Intensive (SRI) enclenchée en 2012 a été poursuivie en 2015 dans 15 ESOP. Au total 981 producteurs sur 1517 identifiés ont été formés à la production du riz suivant la technique SRI et accompagnés à la mise en place des parcelles SRI sur une superficie cumulée de84 ha. Les aléas climatiques ont perturbé la bonne exécution de certaines activités du paquet technologique SRI. L'équipe dédiée à la thématique a collecté les données de rendement des parcelles SRI dont le traitement a été enclenché pour publication au premier trimestre 2016.

Photo 20: Formation des producteurs (à gauche), repiquage du riz (au centre gauche), parcelle SRI à (au centre droit) et évaluation du tallage d'un plant de riz (à droite)

- ***Aménagements de bas-fonds***

En 2015 au Togo, 38 ha de bas-fonds ont été aménagés dans les préfectures de Haho, Est-Mono, d'Agou et Tchamba au profit de 293 producteurs des ESOP riz Notsé, Elavagnon, Agou et Tchamba. Ces aménagements ont permis de faciliter l'application de la technique du SRI. Les ESOP bénéficiaires ont collecté des données sur les rendements. Après traitement, la comparaison de ces donnéesavec les rendements obtenus sur les parcelles non aménagées permettra de mesurer l'effet de l'aménagement de bas-fonds sur la productivité du riz.

Photo 21 : Producteurs en formation sur la technique d'aménagement (à gauche), site aménagé portant la culture du riz (à droite)

b) Mise en relation des producteurs avec les IMF pour financer la campagne agricole

Au Togo, la mise en relation des producteurs avec les IMF pour l'octroi du crédit de campagne s'est poursuivie en 2015. Au total 4 399 producteurs membres de 14 ESOP ont été accompagnés pour bénéficier d'un crédit de campagne de près de 162 millions de francs CFA.

Au Bénin, les producteurs des ESOP n'ont pas pu bénéficier de crédit de campagne auprès des IMF.

c) <u>Appui direct à l'élevage</u>

Dans le cadre du PPAAO/WAAPP et du Programme ESOP, trois unités de production et de commercialisation de viande issue de l'élevage familial d'ovins et de caprins ont été lancées en 2013 au Togo, respectivement dans les préfectures de Blitta, Ogou et Haho. L'année 2015 a été consacrée à la poursuite des opérations tests de production des trois ESOP viande en lien contractuel avec 577 éleveurs qui ont bénéficié d'appuis techniques variés incluant la distribution des géniteurs, la construction des BTA, la vaccination, le déparasitage et la castration (Tableau 5). Outre ces appuis, les éleveurs et les promoteurs d'élevage ont été formés en 2015 sur :

- sur le calcul des coûts de production ;
- sur la vaccination des volailles ;
- sur le compostage ;
- sur l'exploitation rationnelle des pâturages ;
- sur l'ensilage ;
- sur la castration sanglante ;
- sur la fabrication de la pierre à lécher ;
- et sur la formulation de rations aux animaux.

Tableau 5 : Indicateurs des résultats au niveau du PPAAO

Indicateur	**Ogou**	**Haho**	**Blitta**	**Total**
Nombre d'éleveurs fournisseurs	209	207	161	577
Nombre de femmes fournisseurs	72	74	50	196
Nombre de groupes d'éleveurs fournisseurs	17	16	14	47
Nombre de BTA construites (1 BTA par éleveur)	116	150	0	266
Nombre de femmes bénéficiaires des BTA construites	32	59	0	91
Nombre de géniteurs distribués (1 par éleveur)	40	30	30	100
Nombre de femmes bénéficiaires de géniteur	6	7	5	18
Nombre de caprins et d'ovins vaccinés	4096	539	2991	7626
Nombre d'éleveurs bénéficiaires	170	39	133	342
Nombre de caprins et d'ovins déparasités	1504	305	2035	3844
Nombre d'éleveurs bénéficiaires	104	72	155	331
Nombre de caprins et d'ovins castrés	50	100	251	401
Nombre d'éleveurs bénéficiaires	34	29	84	147

Photo 22: Séance d'application parentérale à une chèvre par les éleveurs à Sada (Préfecture de l'Ogou) à gauche et Troupeau de caprins dans une BTA à Kpédji (à droite)

d) Renforcer les infrastructures de stockage et de transformation des ESOP

Dans le cadre de la mise en œuvre du PASA au Togo et du PADA au Bénin, les ESOP du Togo et du Bénin seront dotées, respectivement de 16 et 10 magasins, d'ateliers et d'équipements de transformation. Le RESOP Lomé bénéficiera de trois trieuses optiques et le RESOP Cotonou d'une trieuse optique. Le rendement de la trieuse optique retenue est de l'ordre 6 tonnes à l'heure.

En 2015, toutes les ESOP du Bénin ont signé une convention de financement avec le PADA pour : (i) réaliser le raccordement électrique ; (ii) construire les hangars pour les équipements et le tri ; (iii) procéder à l'installation proprement dite des équipements. Ainsi, sur les dix (10) magasins de stockage prévus pour les ESOP au Benin, huit (8) ont été construits et réceptionnés provisoirement dans les ESOP Savalou, Ouaké, Ouèssè, Tanguiéta, Matéri, Kandi, Banikoara et Adja-Ouèrè. Les huit ESOP disposent désormais de packs d'équipements de transformation. Une partie du petit matériel de transformation (bascule, balance, thermo-soudeuse, etc.) a été également livrée aux ESOP.

Au Togo, l'appui de PASA a permis de mettre à la disposition des deux ESOP miel des équipements apicoles qui seront distribués aux apiculteurs en 2016 et à l'ESOP Akébou du matériel pour la transformation du manioc frais en produits finis. L'ESOP Amou a également bénéficié du même financement pour un montant de 15 millions de francs CFA pour la construction de deux ateliers (atelier équipement et atelier tri) et pour le branchement électrique.

Par ailleurs, les travaux de construction de l'abattoir de l'ESOP viande Notsé lancés en 2014 ont pris fin et la réception provisoire a eu lieu le 7 octobre 2015.

Photo 23: Vue des deux ateliers de transformation de l'ESOP Amou à gauche) et abattoir de l'ESOP viande Notsé (à droite)

3.1.3. Capitaliser la démarche (ESOP)

a) Mettre en œuvre une démarche de capitalisation au niveau d'ETD

En 2015, le processus de capitalisation méthodologique et d'outils initié au sein de ETD dans le cadre du management des connaissances s'est poursuivi avec la production d'un pemier jet du document du processus métier « **création et accomagnement d'ESOP** ». Le document a été soumis à l'ensemble des équipes pour observation et amendement. Un atelier sera organisé au premier semestre 2016 pour sa validation et sa diffusion sur le site web de ETD et la plateforme UNGANA. La démarche méthodologique ainsi que les outils d'élaboration et de

mise en œuvre des stratégies préfectorales de développement durable d'une part et de la stratégie préfectorale de développement agricole d'autre part, ont également été capitalisés.

b) Développer les échanges méthodologiques entre les plates-formes du Togo et du Bénin

Aucune rencontre d'échanges méthodologiques entre les équipes-projets du Togo et du Bénin n'a été tenue au cours de l'année 2015, en raison de l'augmentation du volume d'activités des équipes et des sollicitations fréquentes des partenaires.

c) Développer une stratégie de partage de savoir entre plateformes et entre ESOP (séminaire annuel sur les échanges de pratiques, etc.)

Une stratégie formelle de partage de savoirs entre plateformes et entre ESOP n'a pas été définie. Dans les faits, jusqu'en 2015 au moins une réunion est organisée chaque année entre les managers des ESOP. Les échanges de pratiques entre les managers se font à l'occasion d'ateliers de formation ou de réflexion autour d'un sujet précis lié à la vie des ESOP.

En 2015, deux ateliers de formationdes managers des ESOP ont été des occasions d'échanges sur les pratiques, à savoir :

- l'atelier de formation des managers des ESOP du Togo cofinancés par le PASA sur le management de leurs entreprises, atelier tenu à Sokodé en Août 2015 avec la participation de 40 personnes (35 participants venus des ESOP et 5 de ETD) ;
- l'atelier de formation des managers des ESOP du Togo et du Bénin sur le management individuel et le management d'équipe, atelier animé par un expert français en novembre 2015 à Lomé.

d) Mettre en œuvre une véritable démarche d'amélioration de la qualité (au niveau des processus d'installation des ESOP et du produit)

L'année 2015 a été marquée par la mise en œuvre des actions de sensibilisation des gérants des ESOP riz sur la qualité du riz Délice et les dispositions à prendre en vue de garantir un produit de qualité.

L'amélioration de la qualité des produits des ESOP a continué de retenir l'attention de tous les acteurs du système ESOP au coursde l'année 2015 et s'est matérialisée par le lancement d'un avis de recrutement pour la sélection d'un spécialiste du contrôle de la qualité. Par contre, le Conseil d'administration du RESOP n'a pas pu se réunir pour définir et valider un système de sanctions (bonus-malus) incitatif au respect des cahiers de charges et de la charte Délice.

Le processus d'acquisition d'une trieuse optique au profit des ESOP du Bénin pour améliorer la qualité du riz Délice a été poursuivi en 2015. La trieuse optique pourrait être livrée en 2016.

3.1.4. Valoriser les acquis

a) Adapter le statut juridique à l'évolution des entreprises et aux nouvelles à créer

L'évolution du statut juridique de SARL en SA envisagée avec l'ESOP Soja Nyoa connue quelques avancées en 2015. Un juriste recruté par ETD a cet effeta sensibilisé et formé le personnel de l'ESOP et les producteurs actionnaires (i) sur les raisons de la mutation de l'entreprise du statut de SARL à celui de SA, (ii) sur les principes et valeurs d'une SA et

(iii) sur les conditions à remplir pour la mutation. De plus, un avis de recrutement du nouveau directeur de l'entreprise a été lancé sous la coordination de ETD. La mutation sera effective courant 2016, après recrutement du nouveau directeur de l'entreprise.

b) Mettre en place de nouvelles ESOP sur une démarche entrepreneuriale

En 2015, un contact a été pris avec la BAD pour nouer un partenariat en vue de financer des actions de démultiplication des dispositifs d'entreprenariat agricole axé sur l'approche d'incubateurs d'entreprises. Ce partenariat se concrétisera en 2016.

c) Diversifier les partenariats financiers pour démultiplier la démarche ESOP

Tous les partenariats financiers négociés avec la Banque Mondiale dans le cadre des programmes du PASA et du PPAAO/WAAPP au Togo et du PADA au Bénin à travers des contrats de subvention ou de prestation signés depuis 2011 ont été reconduits en 2015.

Des actions de prospection et de négociation de nouveaux partenariats ont été menées en 2015 en direction de la Giz (au Togo et au Bénin) et de la BAD (au Togo). Un nouveau partenariat financier a été noué avec la Giz au Bénin. Au Togo, les négociations avec la Giz et la BAD n'ont pas encore abouti à un contrat.

Le nombre d'ESOP promues RESOP y compris est passé de 19 en 2009 à 53 en 2015, soit une augmentation relative de plus de 174 %.

d) Diversifier les filières dans le cadre de la création des ESOP

Dans le cadre des nouveaux partenariats en cours, de nouvelles filières comme l'ananas, l'arachide, le manioc, le miel, l'huile de soja, les semences de maïs et de soja et la viande de petits ruminants sont promues. Les opérations tests de production sur ces différentes filières ont été conduites en 2014 et des implantations d'ESOP ont débuté en 2015 et se poursuivent.

e) Promouvoir l'élevage familial par une logique économique

A la suite d'une étude de faisabilité réalisée en 2010 avec l'appui de l'AIDR, ETD a décidé de valoriser les expériences acquises en matière de promotion d'ESOP dans le sous-secteur de l'élevage. Les trois ESOP viandes lancées en 2013 ont été accompagnées en 2015avec 577 éleveurs d'ovins et caprins touchés dans les préfectures de Blitta, Ogou et Haho. Un abattoir a été construit en 2015 à Notsé par ETD. Les opérations de transformation et de mise en marché de la viande débuteront dès que les autres travaux devant être financés par le PPAAO tels que l'étude d'impact environnemental, la construction de forage pour adduction d'eau et la mise en place de la chambre froide seront réalisés.

3.2. S'impliquer de manière innovante dans le secteur de la décentralisation et du développement économique local

La poursuite du PAGL2D et du PAGDA en 2015 a contribué à consolider le positionnement innovant de ETD dans le secteur de la décentralisation et du développement économique local au Togo. La réalisation d'études d'opportunité en vue de l'extension au Bénin des actions de ETD sur ledit secteur est prévue pour 2016.

Pour rappel, l'implication de ETD de manière innovante dans le secteur de la décentralisation et du développement économique local tient aux faits majeurs suivants : (i) la définition et la validation du positionnement de ETD en Conseil d'Administration en 2010 (essentiellement développement économique local mais aussi gouvernance locale au Togo en raison de la non-effectivité de la décentralisation au Togo) ; (ii) la participation à la formulation et à la mise en œuvre de deux programmes triennaux, le PAGLOC et le PRCP dont les premières phases ont été exécutées entre 2011 et 2013 ; (iii) la clôture du PAGLOC par ETD en 2013 sans assistance technique permanente ; (iv) la mobilisation de fonds pour l'exécution de certaines actions comme l'ADGE sans l'appui du CIDR ; (v) la fidélisation de l'Union Européenne avec un deuxième projet financé pour la période de 2014 à 2016, le PAGED ; (vi) le caractère inédit du PRCP, premier et unique programme de développement agricole conduit sous maîtrise d'ouvrage d'une collectivité locale dans le contexte togolais.

3.3. Adapter la structure aux plans de la gouvernance et opérationnel, à la stratégie de croissance maîtrisée de ETD

3.3.1 Adapter la structure opérationnelle

Les deux départements techniques de ETD sont opérationnels avec deux cadres chargés essentiellement de superviser et d'apporter des appuis techniques et méthodologiques aux équipes de terrain. Globalement, le Directeur Général s'investit de moins en moins dans l'opérationnel et s'emploie véritablement aux activités de réseautage, de mobilisation de ressources et de management global de l'organisation. Les dispositifs de suivi évaluation, de formation et de management des connaissances sont opérationnels, ainsi que le service de la communication. Avec l'augmentation des volumes d'activités, l'équipe dédiée aux programmes et projets a connu une petite instabilité en 2015 avec des départs de certains employés dont le contrat est arrivé à terme et le recrutement de nouveaux. Au total, en 2015, 05 départs ont été enregistrés contre 03 nouveaux employés recrutés, portant l'effectif total du personnel à 69.

Par ailleurs, (i) la tenue régulière des réunions mensuelles de programmation et des réunions trimestrielles de pilotage entre les équipes projets et la Direction Générale ; (ii) le déploiement du logiciel de gestion comptable et financière QUICKBOOKS ; (iii) le renforcement progressif du dispositif du suivi-évaluation à travers la mise en place d'outils simplifiés de suivides niveaux de réalisation des activités et des cadres de résultats des différents projets ;(iv) la tenue de quelques visites d'appui technique et méthodologique aux équipes terrain par la direction générale enregistrés en 2015 ont sensiblement contribué à l'amélioration de l'efficacité de la structure opérationnelle de gestion des activités. En effet, avec ces actions, les activités ont été mieux pilotées et les rapports produits en temps opportun, renforçant ainsi les capacités de reddition de compte de la structure et la confiance des partenaires. La qualité du système de gestion comptable et financière de ETD permettant de faire des comptes rendus à date en toute transparence a été encore reconnue et soulignée par plusieurs auditeurs et partenaires.

3.3.2. Adapter la structure de gouvernance

En prélude au renouvellement du Conseil d'administration dont le mandat est arrivé à terme, de nouveaux contacts ont été pris avec quelques personnes ressources en vue de la recomposition du Conseil d'administration. Quarte personnes ont été identifiées en 2015 pour rejoindre l'organisation. Mais l'assemblée générale devant statuer sur leur élection initialement prévue pour décembre 2015 a été avortée en raison de l'indisponibilité de tous les membres rendant impossible l'atteinte du quorum requis pour la régularité de la tenue des AG. Le renouvellement du Conseil d'administration interviendra de ce fait en assemblée générale au plus tard au dernier trimestre de l'année 2016.

3.4. S'ouvrir à de nouveaux partenariats techniques et institutionnels afin de participer plus activement aux réflexions sur les politiques publiques

3.4.1. Développer des partenariats avec d'autres opérateurs

Les différents partenariats noués par ETD, notamment : (i) le partenariat institutionnel avec le CIDR ; (ii) le partenariat institutionnel avec les ministères en charge de l'agriculture au Togo et au Bénin ; (iii) les partenariats institutionnels avec les quatre collectivités locales appuyées au Togo ; (iv) les partenariats financiers avec Pain pour Le Monde – Service Protestant de développement, GeTM, l'UE, le CFSI et la Fondation de France, le Conseil général des Yvelines, le SCAC ; (v) les partenariats avec d'autres opérateurs (APROGESTER TOGO, Consortium des ONG prestataires du PADAT dans la région des Plateaux) ont été reconduits en 2015.

Les partenariats développés en 2014, notamment avec : (i) l'Université de Lomé et l'Université d'Abomey-Calavi pour la construction d'une méthodologie d'étude des impacts des ESOP, et (ii) Acting For Life, une ONG française, pour la mise en œuvre du PAPEBA au Togo (région des Plateaux et région Centrale) ont été également reconduits en 2015.

Au plan institutionnel, le CIDR et les Ministères en charge de l'agriculture au Togo et au Bénin ont été les principaux partenaires de ETD. Au plan financier, Pain pour Le Monde, l'AFD (via le CIDR), GeTM, l'UE et la Banque mondiale (à travers le PASA et le PPAAO au Togo) ont été les plus gros contributeurs d'ETD en 2015.

3.4.2. Initier et développer une démarche de management des connaissances

Le management des connaissances est une fonction internalisée à ETD. La capitalisation méthodologique ainsi que le partage de savoir-faire sont désormais une action transversale intégrée à chaque programme et projet.

En 2015, les progrès réalisés en matière de management des connaissances portent essentiellement sur :

- la capitalisation de la démarche méthodologique de création et de promotion des ESOP, les résultats obtenus, les difficultés rencontrées et les acquis de ETD en matière de processus métier « *création et accompagnement des ESOP* ». Un pemier jet du document est produit et soumis à l'ensemble des équipes pour observation et amendement. Un atelier sera organisé en 2016 pour sa validation et sa diffusion sur les sites web de ETD et de l'AIDR (UNGANA) ;

- la capitalisation et la diffusion des démarches méthodologiques et des acquis de ETD en matière d'appui-accompagnement des collectivités locales (publication sur le site web UNGANA de nouveaux documents de capitalisation, organisation d'un atelier régional de partage et d'échanges, etc.).

3.5. Mettre en œuvre une dynamique de communication externe (bailleurs de fonds, ONG) et s'impliquer dans des réseaux d'acteurs des sociétés civiles béninoise et togolaise

3.5.1. Elaborer une stratégie de communication en direction des ESOP et des partenaires

Pour rappel, le processus d'élaboration de la stratégie de communication de ETD, enclenché en 2012, a abouti à la définition d'orientations et de principes directeurs devant régir la communication de ETD. Il s'agit notamment de : (i) axer la communication de ETD sur ses différents programmes et projets ; (ii) assurer la visibilité des différents financements reçus ; (iii) assurer la visibilité des différents partenaires institutionnels et financiers associés aux différents programmes et projets ; (iv) faire de la communication un outil de reddition de compte (en donnant la parole aux groupes cibles et bénéficiaires finaux des programmes et projets) plutôt qu'un outil de promotion de ETD.

Conformément à ces orientations et principes directeurs, en 2015, afin d'assurer la promotion des produits des ESOP, deux plans de promotion des produits ESOP dont un au Bénin et un au Togo ont été élaborés et mis en œuvre. Les actions de communication réalisées en 2015 dans le cadre du plan de promotion des produits des ESOP sont les suivantes : (i) la réalisation de nouvelles maquettes d'emballage pour le riz Délice ; (ii) la diffusion des spots publicitaires télé et radio sur le riz Délice ; (iii) la participation à la quatrième édition du SIALO et (iv) la réalisation des campagnes de prospections dans la ville de Cotonou au Bénin.

3.5.2. Produire les outils / supports et les diffuser

Divers supports (kakemonos, prospectus, calendriers et agendas) ont été produits et valorisés pour renforcer la visibilité de ETD en 2015. Le site internet de ETD a été régulièrement animé avec diffusion d'informations relatives aux différentes activités réalisées tant au plan technique qu'organisationnel.

3.5.3. Présenter le POS 2010 – 2014 à une large palette de partenaires au Bénin et au Togo

Sans objet : POS 2010 - 2014 arrivé à terme.

3.5.4. S'impliquer dans des réseaux d'acteurs des sociétés civiles togolaise et béninoise

ETD a consolidé sa position de Trésorier Général au Conseil d'Administration de l'association APRO-GESTER au Togo et du LCDF au Bénin. ETD a par ailleurs assuré la coordination de la plateforme de l'AIDR au Togo. ETD est désormais membre de la FONGTO (une des faîtières nationales d'ONG). En outre, ETD a initié des rencontres avec l'ensemble des ONG partenaires du nord et du sud sur la thématique « économie verte et développement durable : roles et pratiques des ONG » lors d'un colloque international organisé à Lomé. Elle a également : (i) occupé le poste de la présidence du consortium des ONG de la région des Plateaux sur le Projet PADAT et (ii) participé aux travaux du consortium de diffusion de la technique SRI au Togo (consortium dont ETD est membre).

4. Bilan des actions menées en 2015

4.1. Bilan par rapport aux prévisions 2015 des performances clés des différents départements et de ETD structure

- **Département Accès aux Marchés et Agriculture Familiale**

Tableau 6: Cadre de suivi des performances clés du département AMAF au titre de l'année 2015

Indicateur	Cible attendue à fin 2015	Réalisé fin 2015	Taux de réalisation (%)
Nombre de producteurs touchés	20 000	21 576	108
Quantité de produits traités (tonnes)	5 000	5 624	112
Montant des achats de matières premières (millions de F CFA)	2 000	966,4	48
Nombre d'emplois permanents créés par les ESOP	175	193	110
Equivalents emplois nets créés par an par les ESOP	5 000	2 273	45

- **Département Décentralisation Développement Economique Locale**

Tableau 7 : Cadre de suivi des performances clés du département DDEL au titre de l'année 2015

Indicateur	Cible attendue à fin 2015	Valeur à fin 2015	Taux de réalisation (%)
Nombre de cadres de concertation régulièrement animés	20	20	100
Nombre d'usagers des infrastructures et ouvrages réalisés	30 000	37 000	123
Nombre de bénéficiaires des initiatives locales soutenues	5 000	6 493	130
Nombre de marchés passés par an par les collectivités appuyées	4	6	150

- **ETD structure**

Tableau 8 : Cadre de suivi des performances clés de ETD au titre de l'année 2015

Indicateur	Cible attendue à fin 2015	Valeur à fin 2015	Taux de réalisation (%)
Nombre total de bénéficiaires directs	55000	58 756	107
Equivalents emplois nets créés par an par les ESOP en milieu rural et semi-urbain	5000	2 273	45
Richesse créée par an en milieu rural et semi-urbain (millions de F CFA)	>2000	996,4	49
Nombre de propositions et d'outils retenus dans les politiques publiques au Togo et au Bénin	2	2	100
Budget (millions de F CFA)	897	878,916573	98

4.2. Bilan par rapport à la consolidation des acquis du POS 2010 - 2014

Les tableaux de bord ci-après illustrent les progrès réalisés au cours de l'année 2015 et qui participent à la consolidation des acquis POS 2010 - 2014.

Tableau 9 : Tableau de bord de suivi des indicateurs des objectifs globaux du POS 2010 - 2014

Objectifs globaux visés	Réalisé en 2014	Réalisé en 2015	Analyse des écarts, commentaire
Contribuer à la réduction de la vulnérabilité des populations vivant en milieu rural	15 923 producteurs touchés Revenu brut moyen distribué par producteur = environ 82 208 F CFA. 15 PDT élaborés et mis en œuvre	21 576 producteurs touchés Revenu brut moyen distribué par producteur = environ 44 790 F CFA. 20cadres de concertation mis en place et animés	Augmentation du nombre de producteurs touchés de 35 % et du nombre de cadre de concertation mis en place et animés de 33 % par rapport à 2014
Contribuer à l'amélioration des politiques sectorielles en matière d'appui à l'agriculture et au développement économique local	Démarche ESOP retenue dans le cadre de la politique nationale de développement agricole du Togo. Démarche de planification territoriale de ETD retenue au plan national pour l'ensemble des collectivités locales.	Poursuite de la mise en œuvre de la démarche ESOP dans le cadre de la politique nationale de développement agricole du Togo. Démarche de planification territoriale de ETD retenue au plan national pour l'ensemble des collectivités locales.	

Tableau 10 : Tableau de bord de suivi des indicateurs de l'objectif spécifique du POS 2010 - 2014

Objectif spécifique visé	Réalisé en 2014	Réalisé en 2015	Analyse des écarts, commentaire
A L'horizon 2014, créer au moins deux (2) milliards de FCFA de richesse à travers la Promotion de Systèmes d'Accès au Marché viable et le Développement Economique et Local à répartir entre des acteurs économiques vivant en milieu rural	Montant cumulé des montants injectés en milieu rural (achats de matière premières) par l'ensemble ESOP entre 2010 et 2014 = 3 782 000 000 F CFA	Montant cumulé des montants injectés en milieu rural (achats de matière premières) par l'ensemble ESOP entre 2010 et 2015 = 4 748 400 000 F CFA	Augmentation de 25 % par rapport à 2014

Tableau 11 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 1 du POS 2010 - 2014

Prévu	Réalisé en 2014	Réalisé en 2015	Analyse des écarts, commentaire
Résultat 1 : Les acquis méthodologiques et techniques en matière de promotion de l'agriculture familiale par l'accès aux marchés sont validés, capitalisés et valorisés			
Une charte est définie et précise le rôle et le positionnement de chaque acteur dans le système	Une charte ESOP précisant le rôle et le positionnement de chaque acteur dans le système ESOP est définie	Une charte ESOP précisant le rôle et le positionnement de chaque acteur dans le système ESOP est définie.	

ESOP.			
Un réseau de 50 systèmes d'accès aux marchés (ESOP et autres) est constitué	53 ESOP sont promues à fin 2014	51 ESOP et 2 RESOP sont promues à fin 2015	
15 000 producteurs sont touchés	15 923 producteurs touchés par les ESOP en 2014	21 576 producteurs touchés par les ESOP en 2015	Evolution de 35% Sans compter les producteurs touchés par le Projet CCR-B, le PRCP-Blitta, le PAGLOC, le PAGLDD, le PAGDA, le PADAT)
10 nouvelles ESOP sont promues dont 3 sur une démarche entrepreneuriale et le coût de mise en place a diminué de 10%	34 nouvelles ESOP promues par rapport à 2009	34 nouvelles ESOP promues par rapport à 2009	
Au moins 2 nouvelles filières sont promues	Sept nouvelles filières sont promues (ananas, miel, provende, viande, semences maïs, farines de manioc, arachide)	Sept nouvelles filières sont promues (ananas, miel, provende, viande, semences maïs, farines de manioc, arachide)	
Plus de 80% des ESOP ont accès au crédit des IMF et banques pour un montant cumulé de 2 milliards de FCFA à l'horizon 2014	Toutes les ESOP ont accès au crédit auprès des IMF au Togo et au Bénin) 974,1 millions au Togo 2013	Toutes les ESOP ont accès au crédit auprès des IMF au Togo et au Bénin 571 millions au Togo en 2015	
En 2014, toutes les ESOP en année 5 couvrent leurs besoins de financement par les fonds propres à hauteur 30%	Seule l'ESOP Sojanyo couvre ses besoins de financement à 35% par les fonds propres	Seule l'ESOP Sojanyo couvre ses besoins de financement à 20% par les fonds propres en 2015	
Un répertoire d'outils méthodologiques et documents de référence existe	Au moins 38 documents de KM sont élaborés dont huit diffusés sur UNGANA (cinq sur le métier « promotion des ESOP » et trois sur le métier « accompagnement des collectivités locales »)	Au moins 40 documents de KM sont élaborés dont huit diffusés sur UNGANA (cinq sur le métier « promotion des ESOP » et cinq sur le métier « accompagnement des collectivités locales »)	
Une démarche qualité existe et implique les principaux cadres d'ETD et le personnel des ESOP	Démarche qualité opérationnelle ; 10 nouveaux documents de KM sont élaborés dont deux diffusés sur le plan national au Togo et sur UNGANA (métier appui aux collectivités locales)	Démarche qualité opérationnelle ; Démarches d'appui aux collectivités locales en matière d'élaboration de stratégie de développement agricole et de stratégie territoriale de développement durable capitalisées	

Tableau 12 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 2 du POS 2010 - 2014

Prévu	Réalisé en 2014	Réalisé en 2015	Analyse des écarts, commentaire
Résultat 2 : ETD s'est impliquée de manière innovante dans le secteur de la décentralisation et du développement économique local			
3 partenariats techniques sont mis en œuvre avec des intervenants spécialisés (CIDR, INADES Formation, Maison des collectivités locales, GIC Collines, APIDA)	Deux programmes sont définis et mis en œuvre respectivement dans le Haho et Moyen Mono et à Blitta (Togo) en partenariat avec le CIDR et le Conseil Général des Yvelines (France). Quatre partenariats sont conclus avec les quatre collectivités concernées	Deux programmes sont définis et mis en œuvre respectivement dans le Haho et Moyen Mono et à Blitta (Togo) en partenariat avec le CIDR et le Conseil Général des Yvelines (France). Quatre partenariats sont conclus avec les quatre collectivités concernées	
2 cadres sont formés et maitrisent le domaine de compétence	Les compétences nécessaires à l'appui à la gouvernance locale et à la planification territoriale sont acquises par ETD à travers la formation de 6 animateurs de territoires, un coordonnateur et deux chargés d'appui en maîtrise d'ouvrage et en mobilisation des finances locales.	Les compétences nécessaires à l'appui à la gouvernance locale et à la planification territoriale sont renforcées par ETD à travers la formation de 6 animateurs de territoires, un coordonnateur et deux chargés d'appui en maîtrise d'ouvrage et en mobilisation des finances locales.	
Il existe un document programme 2013 - 2016	A la suite du PAGLOC (2011-2013), un nouveau programme 2014 – 2016 (PAGLDD) est cofinancé par l'AFD, l'UE et GeTM.	A la suite du PAGLOC (2011-2013), un nouveau programme 2014 – 2016 (PAGLDD) est cofinancé par l'AFD, l'UE et GeTM.	
Les financements sont mobilisés	Les financements de l'AFD, de l'UE, de GeTM ont été mobilisés pour la mise en œuvre du PAGLOC et du PAGLDD. Les financements du CG Yvelines, du CFSI ont été mobilisés pour la mise en œuvre du PRCP et du PAGDA.	Les financements de l'AFD, de l'UE, de GeTM ont été mobilisés pour la mise en œuvre du PAGLOC et du PAGLDD. Les financements du CG Yvelines, du CFSI ont été mobilisés pour la mise en œuvre du PRCP et du PAGDA.	

Tableau 13 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 3 du POS 2010 - 2014

Prévu	Réalisé en 2014	Réalisé en 2015	Analyse des écarts, commentaire
Résultat 3 : La structure organisationnelle d'ETD est adaptée à sa stratégie de croissance maîtrisée			
Le directeur passe 50% de son temps sur l'opérationnel (20% sur ESOP et 30% sur les autres dont les nouveaux systèmes	Actuellement le directeur passe moins de 30% de son temps dans l'opérationnel sur AMAF	Actuellement le directeur passe moins de 30% de son temps dans l'opérationnel sur AMAF	

AMAF et DDEL), 10% sur la gouvernance, 20% pour les relations extérieures et 20% pour les affaires administratives			
Deux départements (AMAF et DDEL) sont constitués et opérationnels	Deux départements opérationnels : AMAF et DDEL	Deux départements opérationnels : AMAF et DDEL	
Le budget de formation représente 5 à 10% des frais de structure	Le budget annuel de formation représente 9 % des frais de ressources humaines	Le budget annuel de formation représente 11% des frais de ressources humaines	Augmentation de 14 % par rapport à 2014
Un manuel de procédures est disponible et appliqué	Un manuel de procédures est défini et soumis au CA.	Un manuel de procédures est défini et soumis au CA pour validation	
Un SIG est mis en place et opérationnel	Le logiciel de gestion financière Quick Books est installé et opérationnel.	Le logiciel de gestion financière Quick Books est opérationnel. Un progiciel de suivi évaluation des projets est en cours d'installation	
Le CA est élargi (nombre et profil) et les textes sont modifiés	Deux nouveaux membres ont adhéré au Conseil d'Administration en 2011	Des contacts ont été pris avec de nouveaux membres potentiels dans la perspective de renouvellement du Conseil d'Administration.	Renouvellement du CA initialement prévu pour 2015 mais reporté en 2016

Tableau 14 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 4 du POS 2010 – 2014

Prévu	Réalisé en 2014	Réalisé en 2015	Analyse des écarts, commentaire
Résultat 4 : ETD a construit de nouveaux partenariats techniques et institutionnels et participe plus activement aux réflexions sur les politiques publiques			
ETD collabore avec 6 partenaires techniques dont 3 dans le domaine de la décentralisation (CIDR, INADES Formation, GIC), 3 dans le domaine de l'AMAF (programmes sous maitrise d'ouvrage du MAEP, GERES, RAFIA, CG Yvelines) à l'horizon 2014	ETD a collaboré avec : - le CIDR, INADES, ODETA sur la décentralisation - RAFIA, GERES, AVSF sur AMAF - 6 prestations signées (PADAT, GERES, PPAAO, PASA, PNADE, PADA)	ETD a collaboré avec : - le CIDR, INADES, ODETA sur la décentralisation - RAFIA, GERES, AVSF, SMOCIR sur AMAF - 6 prestations signées (PADAT, GERES, PPAAO, PASA, PNADE, PADA)	
ETD a travaillé avec des universités sur au moins deux sujets de recherches	ETD a travaillé avec au moins trois Universités sur des sujets de recherche-action : SupAgro Montpellier (capitalisation ESOP), Université de Lomé et Université d'Abomey-Calavi (méthodologie étude d'impact ESOP).	ETD a travaillé avec au moins trois Universités sur des sujets de recherche-action : SupAgro Montpellier (capitalisation ESOP), Université de Lomé et Université d'Abomey-Calavi (méthodologie étude d'impact ESOP), Idaho University (traduction du site web ETD en anglais)	ETD a par ailleurs accueilli en stage des étudiants de l'Université de l'Idaho des Etats-Unis, l'INFA de Tové et de l'ESA/UL
Au moins 1 contrat de	Au moins 2 contrats de	Au moins 2 contrats de	

prestation est signé par an	prestations sont exécutés par an depuis 2011 (PADAT, GERES, PASA, PADA, PPAAO, PNADE, etc.)	prestations sont exécutés par an depuis 2011 (PADAT, GERES, PASA, PADA, PPAAO, PNADE, etc.)	
3 ateliers de formation organisés à l'horizon 2014	Au moins 4 ateliers de formation ont été organisés entre 2011 et 2014 en collaboration avec l'AIDR (management des connaissances, management de projet, management d'équipe)	Au moins 5 ateliers de formation ont été organisés entre 2011 et 2015 en collaboration avec l'AIDR (management des connaissances, management de projet, management d'équipe)	
ETD a participé à 3 ateliers pour l'élaboration de politique sectorielle	ETD a participé à plus de 3 ateliers d'élaboration de politique sectorielle	ETD a participé à plus de 3 ateliers d'élaboration de politique sectorielle	

Tableau 15 : Tableau de bord de suivi des indicateurs du résultat 5 du POS 2010 - 2014

Prévu	Réalisé en 2014	Réalisé en 2015	Analyse des écarts, commentaire
Résultat 5 : ETD a mis en œuvre une stratégie de communication externe et s'est impliquée dans des réseaux d'acteurs des sociétés civiles béninoise et togolaise			
1 document de stratégie de communication est élaboré	Elaboration du document de stratégie enclenchée mais suspendue.	Elaboration du document de stratégie enclenchée mais suspendue.	
Les supports de communication média et hors média (1 site web ETD, 1 film documentaire par pays, plaquette, prospectus, calendrier, agenda, gadgets) sont produits et diffusés	Un site web créé Des calendriers et agendas produits par an	Un régulièrement animé Des calendriers et agendas produits par an	
2 ateliers de présentation de POS sont organisés au Togo et au Bénin	-	-	Atelier de présentation du POS jugé non opportun à la suite du bouclage du financement du POS dès 2010.
2 séminaires d'information sont organisés sur les résultats des activités de ETD à mi-parcours	Diffusion des résultats des activités de ETD à travers le site web et à l'occasion de diverses réunions (MAEP, AIDR, Fora nationaux et internationaux, etc.)	Diffusion des résultats des activités de ETD à travers le site web et à l'occasion de diverses réunions. Tenu d'atelier régional de partage et d'échanges sur les acquis du programme du 2 au 3 décembre 2015 à l'hôtel le Berceau à Notsé	
ETD participe aux réunions des réseaux et est présente dans les instances dirigeantes	ETD a été membre de LCDF au Bénin ETD est membre de APROGESTER - TOGO ETD est membre de l'AIDR et du consortium des ONG de PADAT dans les Plateaux au Togo Le directeur de ETD est	ETD a été membre de LCDF au Bénin ETD est membre de APROGESTER et FONGTO au TOGO ETD est membre de l'AIDR, du consortium des ONG Projet SRI/PPAAO et du consortium des ONG de	

	administrateur du CIDR, de l'AIDR et du CDEL	PADAT dans les Plateaux au Togo Le directeur de ETD est administrateur du CIDR, de l'AIDR et du CDEL	

Le bilan d'exécution du plan d'action de 2015 est satisfaisant. Le taux moyen d'exécution du plan de 2015 est estimé à plus de 100%.

II. Programme d'activités 2016 par département

1. Accès aux marchés pour l'agriculture familiale

Sur la thématique de l'accès au marché pour l'agriculture familiale, les activités de l'année 2016 s'articuleront autour de : (i) la consolidation des 51 ESOP accompagnées en 2015 ; (ii) la consolidation des deux RESOP et la restructuration du RESOP Cotonou ; (iii) la création de 06 nouvelles ESOP au Bénin ; (iv) la mise en œuvre d'une stratégie et des actions de communication pour la commercialisation des produits des ESOP ; (v) la formalisation des ESOP qui sont dans leur troisième année de consolidation par l'organisation des AGC ; (vi) le renouvellement du projet d'appui dans la préfecture de Vo au Togo ; (vii) la facilitation de la mise en œuvre d'un mécanisme de financement de la filière soja au Togo en lien avec le Secrétariat de mise en œuvre du cadre intégré renforcé (SMOCIR) sur le projet de renforcement des capacités productives et commerciales de la filière soja au Togo ; (viii) l'opérationnalisation d'un dispositif de financement des PME et TPE ainsi qu'un outil de financement de la recherche et innovation des ESOP.

Pour ce faire, le département AMAF, consacrera l'année 2016 :

a) à la poursuite des actions des contrats de prestations sur le PASA et le PPAAO au Togo et sur le PADA au Bénin ;
b) à la poursuite de la mise en œuvre du PADAT dans la région des Plateaux, précisément dans la sous-zone Amou-Ogou-Kpélé ;
c) à la poursuite et clôture du projet de consolidation d'un réseau d'entreprises agroalimentaires pour des revenus durables aux producteurs au Bénin (CREA) ;
d) à la poursuite et à la clôture du projet de promotion de l'agroalimentaire et de gouvernance locale au Togo (PAGoL) ;
e) au bouclage du projet de promotion de la production maraichère dans la préfecture de Vo (PPMPVo) ;
f) la signature d'un contrat de prestation avec le Secrétariat de mise en œuvre du cadre intégré renforcé (SMOCIR) pour la mise du projet de renforcement des capacités productives et commerciales de la filière soja au Togo ;
g) à la formulation d'au moins deux nouveaux projets/programmes et au renouvellement des projets clôturés ;
h) à la définition d'une stratégie quinquennale de développement des ESOP devant garantir leur viabilité ;
i) à la participation à la finalisation du nouveau POS de ETD.

Tableau 16 : Cadre de suivi des performances clés du département AMAF au titre de l'année 2016

Indicateur	Réalisé fin 2014	Réalisé fin 2015	Cible attendue à fin 2016
Nombre de producteurs touchés	15 923	21 576	>25 000
Quantité de produits traités (tonnes)	3 540	5 624	10 000
Montant des achats de matières premières (millions de F CFA)	1 509	966,4	> 1 500
Nombre d'emplois permanents créés par les ESOP	164	193	> 200
Equivalents emplois nets créés par an par les ESOP	3 921	2 273	> 4 000

2. Décentralisation et Développement économique local

En matière de décentralisation et de développement économique local, les activités de 2016 s'articuleront autour : (i) la poursuite de l'animation régulière des cadres de concertation mis en place dans les préfectures de Haho, du Moyen Mono et de Blitta ; (ii) l'accompagnement des préfectures de Haho, du Moyen Mono et de Blitta dans la mise en œuvre des stratégies territoriales concertées de développement durable définies ; (iii) le renforcement des capacités techniques et financières des quatre collectivités appuyées ; (iv) le renforcement des conseils de préfecture et communal ainsi que leurs équipes techniques à la gestion durable des ressources naturelles ; (v) l'accompagnement technique et financière de la mise en place et de la gestion d'infrastructures productives en faveur des groupements de producteurs ; (vi) la définition et la mise en œuvre d'un plan réaliste d'amélioration des finances locales des trois conseils de préfecture (Blitta, Haho et Moyen-mono) basé notamment sur une meilleure taxation des activités directes et indirectes dans le secteur agricole ; (vii) la poursuivre des actions de facilitation de débats informés par l'équipe d'animateurs auprès des acteurs clefs de la filière ; (viii) la poursuite des actions d'aménagement et de sécurisation des espaces pastoraux, des pistes axées sur les tronçons stratégiques et les passages difficiles en lien avec les aires protégées.

Pour ce faire, le département DDEL consacrera l'année 2016 :

a) à la poursuite : (i) du programme d'appui à la gouvernance locale et développement durable (PAGL2D/PAGEA/PAGED) dans les préfectures du Moyen-Mono et du HAHO ; (ii) du projet d'appui à la gouvernance concertée pour le développement agricole dans la préfecture de Blitta (PAGDA) ; (iii) du projet d'appui à la préservation des écosystèmes et de la biodiversité grâce à l'agropastoralisme (PAPEBA) ;
b) à la participation à la finalisation du nouveau POS de ETD ;
c) à la formulation d'au moins un nouveau projet/programme et au renouvellement des projets clôturés ;
d) à la définition et à la mise en œuvre de curricula précis de formations en matière d'appui aux collectivités locales.

Tableau 17 : Cadre de suivi des performances clés du département DDEL au titre de l'année 2016

Indicateur	Réalisé fin 2014	Valeur à fin 2015	Cible attendue fin 2016
Nombre de cadres de concertation régulièrement animés	20	20	> 20
Nombre d'usagers des infrastructures et ouvrages réalisés	25 000	37 000	> 40 000
Nombre de bénéficiaires des initiatives locales soutenues	4 211	6 493	> 5000
Nombre de marchés passés par an par les collectivités appuyées	14	6	> 6

3. Gouvernance et pilotage stratégique

Au plan de la gouvernance et du pilotage stratégique, les grands chantiers de 2016 de ETD sont : (i) validation et mise en route de son nouveau plan d'orientation stratégique (2016-2020) ; (ii) le renouvellement du Conseil d'Administration ; (iii) le lancement des travaux de construction du siège de ETD à Lomé ; (iv) la mise en œuvre d'un fonds de capital investissement pour le développement (SIDEA) des ESOP ; (v) le renouvellement des projets clôturés et la formulation de nouveaux programmes / projets ; (vi) la participation aux sessions et activités de l'AIDR, PPLM, MAEH et (vii) la recherche de financements privés pour la diversification des partenariats.

Tableau 18 : Cadre de suivi des performances clés de ETD structure au titre de l'année 2016

Indicateur	Réalisé fin 2014	Réalisé fin 2015	Cible attendue fin 2016
Nombre total de bénéficiaires directs	40 000	58 756	60 000
Equivalents emplois nets créés par an par les ESOP en milieu rural et semi-urbain	3 921	2 273	> 4 000
Richesse créée par an en milieu rural et semi-urbain (millions de F CFA)	1 800	996,4	> 2 000
Nombre de propositions et d'outils retenus dans les politiques publiques au Togo et au Bénin	2	2	3
Budget annuel ou chiffre d'affaire (millions de F CFA)	908	878,916	808

II. Annexes : Identification des programmes et projets

Tableau 19 : Fiche synthétique du Contrat PASA

<table>
<tr><td colspan="6">Intitulé et acronyme</td></tr>
<tr><td colspan="6">« Projet d'Appui au Secteur Agricole » (PASA)</td></tr>
<tr><td>Référence contrat</td><td>Durée totale</td><td colspan="2">Date début</td><td>Date fin</td><td>Financement</td></tr>
<tr><td>N°016/2012/MAEP/SG/PASA/SPM</td><td>5 ans</td><td colspan="2">2012</td><td>2017</td><td>Banque mondiale via MAEP Togo</td></tr>
<tr><td colspan="3">Maîtrise d'ouvrage : MAEP Togo</td><td colspan="3">Maîtrise d'œuvre : ETD (prestataire)</td></tr>
<tr><td colspan="3">Montant : 727 888 400 F CFA soit1 112 977 euros TTC</td><td colspan="3">Partenaires : MAEP Togo, COD PASA</td></tr>
<tr><td colspan="6">Zones d'intervention de ETD</td></tr>
<tr><td colspan="6">Togo, toutes les 5 régions : Maritime, Plateaux, Centrale, Kara et Savanes</td></tr>
<tr><td colspan="6">Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles</td></tr>
<tr><td colspan="6">Petits producteurs de riz, de maïs, de soja, d'ananas, etc.</td></tr>
<tr><td colspan="6">Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)</td></tr>
<tr><td colspan="6">Togo (Atakpamé) : Chef projet + 04 Conseillers agricoles + 04 Conseillers en gestion + 01 Conseillère en commercialisation + 01 Comptable + 01 Chauffeur + 01 Gardien + 01 CT/CIDR</td></tr>
<tr><td colspan="6">Objectifs spécifiques</td></tr>
<tr><td colspan="6">L'objectif de développement du PASA est de renforcer les capacités productives des bénéficiaires du projet au sein des filières sélectionnées et de promouvoir un environnement (public et privé) capable d'accompagner le développement du secteur agricole (au sens large).</td></tr>
<tr><td colspan="6">Résultats attendus de ETD</td></tr>
<tr><td colspan="6">Le mandat de ETD sur le PASA consiste à mettre en place 20 ESOP dont 10 sur la filière riz et 10 sur d'autres filières (maïs, fruits, etc.) et à accompagner la rizerie de Kara.</td></tr>
<tr><td colspan="6">Réalisations majeures de l'année 2015</td></tr>
<tr><td colspan="6">Vingt ESOP sont lancées sur 20 prévues (10 sur la filière riz, 4 sur la filière soja, 2 sur le miel, 1 sur l'arachide, 2 sur ananas et 1 sur le manioc) avec 12508 producteurs touchés dont 5130 femmes regroupés dans 963 OP ayant signé des contrats de production avec les 20 ESOP. 3 162 tonnes de matières premières constituées pour 18 ESOP (2 245,8 tonnesde riz, et 904 tonnes de soja et arachide, et 12 tonnes de miel).689 millions de F CFA de chiffre d'affaire réalisé au cours de l'année.</td></tr>
<tr><td colspan="6">Références</td></tr>
<tr><td colspan="6">Ayao D. MIDEKOR, Coordonnateur Opérationnel Délégué du PASA. Tél. : (+228) 90 04 06 51. Courriel : midekor@yahoo.fr</td></tr>
<tr><td colspan="6">Commentaire et autres informations pertinentes</td></tr>
<tr><td colspan="6">Le contrat avec le PASA cofinance le Programme ESOP TOGO.</td></tr>
</table>

Tableau 20 : Fiche synthétique du contrat PPAAO

Intitulé et acronyme				
« Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest – Projet Togo » (PPAAO - Togo)				
Référence contrat	Durée totale	Date début	Date fin	Financement
N°015/2012/MAEP/SG/PPAAO/SPM/PRMP	4 ans	2012	2016	Banque mondiale via MAEP Togo
Maîtrise d'ouvrage : MAEP Togo			**Maîtrise d'œuvre :** ETD (prestataire)	
Montant : 158 749 075 F CFA soit 242 365euros TTC			**Partenaires :** MAEP Togo, COD PPAAO	
Zones d'intervention de ETD				
Togo, régions des Plateaux, Centrale et des Savanes				
Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles				
Producteurs semenciers de maïs et de riz, éleveurs d'ovins et caprins				
Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)				
Togo : Chef projet (Lomé) + 01 Assistant (Atakpamé) + 03 Chargés de suivi des éleveurs				
Objectifs spécifiques				
Le PPAAO- Togo vise spécifiquement à : (i) générer, adapter et diffuser un panel de technologies améliorées de production durable des principaux produits végétaux (maïs et riz) et des produits animaux (volailles et petits ruminants) ; (ii) améliorer l'efficience et la performance de la recherche agricole par le renforcement des capacités des institutions de recherche agricole dans les domaines techniques, administratif, financier et de la planification ; (iii) et renforcer l'efficacité, la performance et la pérennité des services de vulgarisation agricole pour les rendre opérationnel.				
Résultats attendus de ETD				
Le mandat de ETD sur le PPAAO consiste à mettre en place 6 ESOP dont trois sur les semences (01 ESOP riz et 02 ESOP maïs) et trois autres sur la transformation de la viande (facilitation de l'accès au matériel génétique amélioré aux producteurs) avec (i) 15 groupes de 10 éleveurs à encadrer dans chaque zone de production soit 150 éleveurs par zone en année 1 pour atteindre 1200 éleveurs à partir de la cinquième année dans le domaine de l'élevage et 10 groupes de 100 producteurs de semence de maïs et 6 groupes de 60 producteurs de semence de riz dans le domaine de la production végétale, (ii) l'ensemble des acteurs (éleveurs, semenciers et personnel des futures ESOP) à identifier, (iii) les plans d'affaire des ESOP à élaborer, (iv) les conventions d'appuis entre ETD et les ESOP signées et exécutées.				
Réalisations majeures de l'année 2015				
577 éleveurs (dont 196 femmes) sensibilisés sur la démarche ESOP et les pratiques recommandées de conduite des élevages. 139 éleveurs, 13 éleveurs, 112 éleveurs, 12 éleveurs, 18 éleveurs, 11 éleveurs et 12 éleveurs formés les techniques d'élevage. 266 BTA entièrement réalisées dont 150 dans la zone de Notsè et 116 dans la zone d'Atakpamé. Appuis techniques divers à 342 éleveurs. Acquisition et distribution de géniteurs de 100 géniteurs dont 50 boucs et 50 béliers. Etude de marché réalisée auprès de 50 consommateurs, 50 bouchers et 14 supermarchés. Un abattoir construit à l'ESOP viande Notsé et réceptionné provisoirement le 7 octobre 2015. 29 producteurs (dont 6 femmes) de l'ESOP Blitta et 15 producteurs de l'ESOP Mango (dont 1 femme) formés.99,524 tonnes de semences riz de la variété IR841 collectées chez 42 producteurs dans la préfecture de l'Oti (Mango).Visites techniques 1, 2 et 3 dans tous les champs semenciers.				
Références				
Dr ADOU-RAHIM Alimi, Coordonnateur Opérationnel Délégué du PPAAO, volet Togo. Tél. : (+228) 90 18 77 69. Courriel : adourahima@gmail.com				
Commentaire et autres informations pertinentes				
Le contrat avec le PPAAO cofinance le Programme ESOP TOGO.				

Tableau 21 : Fiche synthétique du Projet SRI/PPAAO

<table>
<tr><td colspan="5">Intitulé et acronyme</td></tr>
<tr><td colspan="5">« Promotion et diffusion du Système de Riziculture Intensive (SRI) dans les systèmes de production agricole au Togo »</td></tr>
<tr><td>Référence contrat</td><td>Durée totale</td><td>Date début</td><td>Date fin</td><td>Financement</td></tr>
<tr><td>-</td><td>3 ans</td><td>2014</td><td>2016</td><td>Banque mondiale via MAEP Togo</td></tr>
<tr><td colspan="3">Maîtrise d’ouvrage : MAEP Togo</td><td colspan="2">Maîtrise d’œuvre : Consortium ETD-GRAPHE-ICAT-ITRA)</td></tr>
<tr><td colspan="3">Montant : 122 485 000 F CFA soit 187 000 euros</td><td colspan="2">Partenaires : MAEP Togo, COD PPAAO</td></tr>
<tr><td colspan="5">Zones d’intervention de ETD</td></tr>
<tr><td colspan="5">Togo, toutes les 5 régions : Maritime, Plateaux, Centrale, Kara et Savanes.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles</td></tr>
<tr><td colspan="5">7000 riziculteurs togolais sur 832,5 hectares repartis sur l’ensemble du territoire national</td></tr>
<tr><td colspan="5">Ressources impliquées (localisation et composition de l’équipe projet)</td></tr>
<tr><td colspan="5">Togo : Chef projet (Atakpamé) + 02 Assistants (Atakpamé) + 13 Chargés de suivi des producteurs</td></tr>
<tr><td colspan="5">Objectifs spécifiques</td></tr>
<tr><td colspan="5">L’action vise à accroître les rendements d’au moins 30% et baisser les couts de production de 20% par la vulgarisation du Système de Riziculture Intensive au Togo à travers une méthodologie de recherche adaptative et de recherche-action.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Résultats attendus de ETD</td></tr>
<tr><td colspan="5"><u>R1</u> : un consortium des acteurs de la mise en œuvre du SRI est opérationnel au niveau national. <u>R2</u> : le pack technologique SRI est éprouvé dans plusieurs agro-écologies majeures du Togo.<u>R3</u> : Des producteurs de riz ont adopté le système de riziculture intensive comme mode de production. <u>R4</u> : Un système de communication est mis en place et permet de capitaliser et de diffuser la démarche.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Réalisation majeurs de l’année 2015</td></tr>
<tr><td colspan="5">Poursuite des activités SRI dans 15 ESOP. Au total 981 producteurs sur 1517 identifiés ont été formés à la production du riz suivant la technique SRI et accompagnés à la mise en place des parcelles SRI sur une superficie cumulée de84 ha. Les aléas climatiques n’ont pas favorisé la bonne exécution des activités des producteurs. La collecte des données de rendement des parcelles SRI et leur traitement sont en cours par l’équipe de ETD dédié à cette thématique.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Références</td></tr>
<tr><td colspan="5">Dr ADOU-RAHIM Alimi, Coordonnateur Opérationnel Délégué du PPAAO, volet Togo. Tél. : (+228) 90 18 77 69. Courriel : adourahima@gmail.com</td></tr>
<tr><td colspan="5">Commentaire et autres informations pertinentes</td></tr>
<tr><td colspan="5">Contrat non encore signé. Viendra en cofinancement du Programme ESOP TOGO.</td></tr>
</table>

Tableau 22 : Fiche synthétique du PADAT

<table>
<tr><td colspan="5">Intitulé et acronyme</td></tr>
<tr><td colspan="5">« Projet d'appui au développement agricole au Togo » (PADAT)</td></tr>
<tr><td>Référence contrat</td><td>Durée totale</td><td>Date début</td><td>Date fin</td><td>Financement</td></tr>
<tr><td>-</td><td>6 ans</td><td>2011</td><td>2016</td><td>FIDA, GAFSP, BOAD</td></tr>
<tr><td colspan="3">Maîtrise d'ouvrage : MAEP Togo</td><td colspan="2">Maîtrise d'œuvre : ETD (prestataire)</td></tr>
<tr><td colspan="3">Montant (indicatif) : 950 000 000 F CFA soit 1 112 977 euros</td><td colspan="2">Partenaires : MAEP Togo, COD, COR/PADAT, ONG GRED, ODIAE et UAR, ICAT, DAER, OP</td></tr>
<tr><td colspan="5">Zones d'intervention de ETD</td></tr>
<tr><td colspan="5">Région des Plateaux, sous-zone Amou-Ogou-Kpélé, Togo</td></tr>
<tr><td colspan="5">Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles</td></tr>
<tr><td colspan="5">Petits producteurs, individuels ou regroupés, exploitant 0,50 ha en moyenne, particulièrement les femmes et les jeunes vulnérables, avec de faibles rendements et niveaux de productivité et de compétitivité.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)</td></tr>
<tr><td colspan="5">Togo (Atakpamé) : Chef projet + 04 Assistants</td></tr>
<tr><td colspan="5">Objectifs spécifiques</td></tr>
<tr><td colspan="5">(i) Améliorer la productivité des petites exploitations agricoles ciblées sur le riz, le maïs et le manioc, (ii) Valoriser et faciliter la mise en marché des productions agricoles.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Réalisations majeures de l'équipe de ETD au titre de l'année 2015</td></tr>
<tr><td colspan="5">Pour la composante 1 : (i) l'organisation des bénéficiaires pour les travaux d'aménagement des bas-fonds ; (ii) l'aménagement de 30 ha de bas-fonds dans la sous-zone Amou-Ogou-Kpélé ; (iii) le suivi et accompagnement de 12 SCOOPS dans la sous-zone Amou-Ogou-Kpélé dans l'élaboration/consolidation de leurs plans de travail.

Pour la composante 2 : (i) la réception de 6 requêtes pour l'accès aux équipements de transformation (décortiqueuses de riz) ; (ii) le suivi et accompagnement de 13 OP bénéficiaires d'infrastructures dans la mobilisation de leur contributions.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Référence</td></tr>
<tr><td colspan="5">KODJOVI-NUMADO A. H. Michel, Coordonnateur Opérationnel Délégué du PADAT. Tél. : (+228) 22 21 55 63 Courriel : numadomich2000@yahoo.fr</td></tr>
<tr><td colspan="5">Commentaire et autres informations pertinentes</td></tr>
<tr><td colspan="5">Pour le PADAT, le cahier de charges des prestataires s'établit chaque année. La mise en œuvre des activités du PADAT en 2015 a été fortement limitée en raison des blocages du Ministère en charge de l'agriculture à l'exécution des contrats avec les ONG.</td></tr>
</table>

Tableau 23 : Fiche synthétique du Programme ESOP TOGO, phase 2014 - 2016 / PPLM

<table>
<tr><td colspan="6">Intitulé et acronyme</td></tr>
<tr><td colspan="6">« Promotion de l’agroalimentaire et de la gouvernance locale au Togo »</td></tr>
<tr><td>Référence contrat</td><td>Durée totale</td><td>Date début</td><td>Date fin</td><td colspan="2">Financement</td></tr>
<tr><td>-</td><td>3 ans</td><td>2014</td><td>2016</td><td colspan="2">PPLM</td></tr>
<tr><td colspan="3">Maîtrise d’ouvrage : ETD</td><td colspan="3">Maîtrise d’œuvre : ETD</td></tr>
<tr><td colspan="3">Montant : 745 102 870 F CFA soit 1 143 000 euros</td><td colspan="3">Partenaires : CIDR, MAEP, MATDCL</td></tr>
<tr><td colspan="6">Zones d’intervention au Togo</td></tr>
<tr><td colspan="6">Togo (Régions des Savanes, de la Kara, Centrale, des Plateaux et Maritime)</td></tr>
<tr><td colspan="6">Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles</td></tr>
<tr><td colspan="6">Groupes cibles : (i) 15 000 petits producteurs dont 50 % de jeunes et 35 % de femmes répartis dans les 5 régions économiques du Togo. (ii) 35 jeunes entrepreneurs, tous sexes confondus. (iii) le conseil de préfecture de Blitta. Directs : petits producteurs et habitants de la préfecture de Blitta. Indirects : consommateurs togolais, CTOP, MAEP, MATDCL.</td></tr>
<tr><td colspan="6">Ressources impliquées (localisation et composition de l’équipe projet)</td></tr>
<tr><td colspan="6">Togo (Atakpamé) : Chef projet + 03 Conseillers agricoles + 04 Conseillers en gestion + 01 Conseillère en commercialisation + 01 Comptable + 01 Chauffeur + 01 Gardien + 01 CT/CIDR</td></tr>
<tr><td colspan="6">Objectifs spécifiques</td></tr>
<tr><td colspan="6">1) Augmenter et sécuriser le revenu de producteurs à travers la promotion de petites entreprises l'agroalimentaire locales. 2) La société civile et les collectivités locales se concertent et négocient, dans le cadre d’une stratégie de développement durable, la définition, la production et la gestion de biens et services de proximité et de qualité en articulation avec les services de l’Etat et les autres partenaires du territoire. 3) Faire de ETD une organisation professionnelle, reconnue et ayant une croissance maîtrisée.</td></tr>
<tr><td colspan="6">Principales réalisations attendues</td></tr>
<tr><td colspan="6">1.1) 15 000 producteurs dont 35 % de femmes et 50 % de jeunes sont touchés. 1.2) 7 000 tonnes de produits agroalimentaires (riz, soja, miel, viande) sont transformées par an. 1.3) Le revenu distribué aux producteurs par les 35 entreprises créées a plus que doublé et représente 50 % de la richesse totale créée. 2.1) Les collectivités locales de Blitta, du Haho et du Moyen Mono sont renforcées pour élaborer et suivre une stratégie territoriale concertée de développement durable. 2.2) Des cadres de concertation, de négociation et de dialogue sont fonctionnels. 2.3) Les services de base améliorant l’environnement urbain et semi urbain sont gérés par chacune des collectivités locales en partenariat avec des structures privées. 3.1) Un plan d'orientation stratégique pluriannuel ainsi qu'un plan d'affaires est défini. 3.2) Les capacités techniques, financières et organisationnelles d'ETD sont renforcées.</td></tr>
<tr><td colspan="6">Réalisations majeures de l’année 2015</td></tr>
<tr><td colspan="6">35 entreprises de type ESOP dont 25 anciennes et 10 nouvelles ont été accompagnées sur neuf filières. Elles ont : (i) touché 18 345 producteurs dont 27 % femmes, (ii) distribué 877,4 millions F CFA soit 1,337 millions d’euros en milieu rural et (iii) créé 156 emplois nets et 2088 équivalents emplois. Les chartes de développement durable des préfectures du Haho et du Moyen Mono ont été validées et 12 cartes thématiques réalisées. Un plan de développement agricole quinquennal de la préfecture de Blitta sur la période 2015 à 2019 est défini. Quatre collectivités locales ont été accompagnées dans la planification et la promotion du développement durable de leur territoire avec : (i) 17 cadres de concertation mis en place, renforcés et régulièrement animés dans le Haho et le Moyen-Mono ; (ii) un cadre de concertation mis en place et doté d’une charte de fonctionnement, dans la préfecture de Blitta ; (iii) la réalisation de 11 nouveaux ouvrages (6 forages et 5 hangars de marché) lancés en 2015 ; (iv) l’ adoption de pratiques agroforestières par 322 producteurs agricoles sur 141 ha ; (v) 35 IL soutenues en 2015 (16 dans le Moyen Mono et 19 dans le Haho) et sélection définitive à Blitta par le cadre de concertation de 30 projets IL prévus pour être soutenu financièrement ; (vi) deux diagnostics organisationnels de conseil de préfecture ont été réalisés dont un dans la préfecture de Blitta et l’autre dans le Haho et (vii) six documents de capitalisation présentés et diffusés à l’atelier régional de partage.</td></tr>
<tr><td colspan="6">Références : Ewald Zimmer, PPLM / Tel. +49 30 652111451 Courriel : Ewald.zimmer@brot-fuer-die-welt.de</td></tr>
</table>

Tableau 24 : Fiche synthétique du Programme ESOP BENIN, phase 2014 - 2016 / PPLM

Intitulé et acronyme				
« Consolidation d'un réseau d'Entreprises Agroalimentaires pour des revenus durables aux producteurs »				
Références contrats	Durée totale	Date début	Date fin	Financement
-	3 ans	2014	2016	PPLM
Maîtrise d'ouvrage : ETD			**Maîtrise d'œuvre :** ETD	
Montant : 587 575 451 F CFA soit 897 062 euros.			**Partenaires :** CIDR, MAEP Bénin	
Zones d'intervention au Benin				
Benin (Régions de l'Atlantique et littoral, de l'Ouémé-Plateaux, du Mono-Couffo, de Zou-Collines, du Borgou-Alibori et de l'Atacora-Donga)				
Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles				
Groupes cibles : Groupe de producteurs organisés en coopératives ou en groupes informels d'une part et d'autre part les ESOP. 6 500 petits producteurs dont 1/3 de femmes et 2/3 d'hommes répartis dans les 6 régions du Benin. 20 ESOP (10anciennes à consolider et 10 nouvelles à créer) dont 14 sur le riz, 3 sur le soja, 1 sur le miel, 1 sur l'élevage et 1 sur les semences de riz et de soja.				
Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)				
Benin (Cotonou) : Chef projet + 3 Conseillers agricoles + 2 Conseillers en gestion + 1 Secrétaire comptable				
Objectifs spécifiques				
Augmenter et sécuriser le revenu de 6500 ménages agricoles à travers la consolidation d'un réseau d'entreprises sur les filières riz et soja et la diversification des filières.				
Principales réalisations attendues				
1.1) 6500 producteurs agricoles sont touchés dont 35% de femmes. 1.2) 150 tonnes de semences et 450 d'engrais sont distribués aux producteurs. 1.3) 100 hectares sont aménagés dont 20% de cofinancement par le projet. 1.4) Les rendements de production ont augmenté de 50%. 2.1) 700 groupes de producteurs sont en tout constitués. 2.2) 100% des OP sont en contrat avec les ESOP et commercialisent 75% de leur surplus de production à travers les ESOP. 2.3) 20 ESOP sont implantées au Benin autour des trois filières (riz, soja et miel). 2.4) 5000 tonnes de produits dont 3500 tonnes de riz par an. 2.5) 1400 représentants de producteurs dont 1/3 de femmes ont bénéficié d'une formation spécifique à l'organisation de la commercialisation groupée. 3.1) Une charte qualité est définie et appliquée par l'ensemble des ESOP. 3.2) 20 ESOP sont formalisées. 3.3) 100% des ESOP accèdent au crédit bancaire. 3.4) Trois plans de promotion ont été mis en œuvre et permis d'écouler 60% de la production des ESOP à Cotonou. 3.5) 40% des besoins en fonds de roulement des ESOP sont autofinancés par les ESOP. 4.1) Un plan de formation est défini et mis en œuvre pour l'ensemble du personnel. 4.2) Six sessions de formation sont organisées à l'intention de la responsable de l'équipe. 4.3) Deux ateliers de présentation des acquis de ETD sont organisés avec la participation de 100 acteurs. 4.4) Un référentiel métier est actualisé et 6 outils méthodologiques sont définis.				
Réalisations majeures de l'année 2015				
16 entreprises promues au Bénin sur deux filières (riz et soja) ont été accompagnées : 5 ESOP anciennes et 1 RESOP en consolidation, 10 ESOP nouvelles en opération test de production, avec : (i) près de 3 231 producteurs touchés dont 48 % de femmes ; (ii) 759 tonnes de produits collectés en fin de campagne de production agricole ; (iii) près de 232 tonnes de produits vendus pour un chiffre d'affaires de 79 millions de francs CFA et (iv) la sélection et la formation de 10 nouveaux managers. Les capacités managériales et opérationnelles de l'équipe projet ont été renforcées.				
Références				
Ewald Zimmer, PPLM / Tel. +49 30 652111451 Courriel : Ewald.zimmer@brot-fuer-die-welt.de				

Tableau 25 : Fiche synthétique du Contrat PADA au Bénin

<table>
<tr><td colspan="5">Intitulé et acronyme</td></tr>
<tr><td colspan="5">« Projet d'Appui à la Diversification Agricole » (PADA)</td></tr>
<tr><td>Référence contrat</td><td>Durée totale</td><td>Date début</td><td>Date fin</td><td>Financement</td></tr>
<tr><td>N°084/ 09 Août 2013</td><td>4 ans</td><td>2013</td><td>2016</td><td>IDA</td></tr>
<tr><td colspan="3">Maîtrise d'ouvrage : MAEP Bénin</td><td colspan="2">Maîtrise d'œuvre : ETD (prestataire)</td></tr>
<tr><td colspan="3">Montant : 405 279 752 F CFA soit 617 845 euros HT</td><td colspan="2">Partenaires : MAEP Bénin</td></tr>
<tr><td colspan="5">Zones d'intervention de ETD</td></tr>
<tr><td colspan="5">Benin (Régions de l'Atlantique et littoral, de l'Ouémé-Plateaux, du Mono-Couffo, de Zou-Collines, du Borgou-Alibori et de l'Atacora-Donga)</td></tr>
<tr><td colspan="5">Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles</td></tr>
<tr><td colspan="5">Petits producteurs de riz du Benin</td></tr>
<tr><td colspan="5">Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)</td></tr>
<tr><td colspan="5">Benin (Cotonou) : Chef projet + 3 Conseillers agricoles + 2 Conseillers en gestion + 1 Secrétaire comptable</td></tr>
<tr><td colspan="5">Objectifs spécifiques</td></tr>
<tr><td colspan="5">L'objectif de développement du PADA est de renforcer les capacités productives des bénéficiaires du projet au sein de la filière riz et de promouvoir un environnement (public et privé) capable d'accompagner le développement du secteur agricole (au sens large).</td></tr>
<tr><td colspan="5">Résultats attendus de ETD</td></tr>
<tr><td colspan="5">Le mandat de ETD sur le PADA consiste à mettre en place 10 ESOP sur la filière riz.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Réalisations majeures de l'année 2015</td></tr>
<tr><td colspan="5">Les résultats atteints sont les suivants : (i) dix (10) ESOP lancées et consolidées ; (ii) six (6) ESOP ont repris leurs opérations tests de production ; (iii) une ESOP a démarré la transformation ; (iv) 32 tonnes de riz paddy usiné ; (v) 2477 producteurs organisés en 203 tontines et mis en lien contractuel avec les 10 ESOP ; (vi) 44 tonnes de semences certifiées distribuées aux producteurs ; (vii) contrats de production signés pour une livraison de 2 072 tonnes de riz paddy ; (viii) 4 packs d'équipements installés, 07 hangars de transformation et de tri construits, 04 magasins de stockage de matières premières réceptionnés en plus des 04 de 2014 soit au total 08 magasins sur les 10 prévus.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Références</td></tr>
<tr><td colspan="5">Yénakpondji Janvier CAPO CHICHI Coordonnateur du ProCAD
Courriel : yjcapochichi@hotmail.com</td></tr>
<tr><td colspan="5">Commentaire et autres informations pertinentes</td></tr>
<tr><td colspan="5">Le contrat PADA cofinance le Programme ESOP Bénin.</td></tr>
</table>

Tableau 26 : Fiche synthétique du Projet PPMPVo

<table>
<tr><td colspan="5">Intitulé et acronyme</td></tr>
<tr><td colspan="5">« Promotion de la production maraîchère dans la préfecture de Vo » (Projet Vo)</td></tr>
<tr><td>Référence contrat</td><td>Durée totale</td><td>Date début</td><td>Date fin</td><td>Financement</td></tr>
<tr><td>AEA/2014/19-ETD/CFSI</td><td>18 mois</td><td>2014</td><td>2015</td><td>CFSI/FDF</td></tr>
<tr><td colspan="3">Maîtrise d’ouvrage : ETD</td><td colspan="2">Maîtrise d’œuvre : ETD</td></tr>
<tr><td colspan="3">Montant : 30 190 915 F CFA soit 46 093 euros</td><td colspan="2">Partenaires: Terre des Hommes (TdH),</td></tr>
<tr><td colspan="5">Zones d’intervention</td></tr>
<tr><td colspan="5">Préfecture de Vo, région Maritime, Togo</td></tr>
<tr><td colspan="5">Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles</td></tr>
<tr><td colspan="5">3 Comités de protection de l’enfance de TdH de 10 localités de la préfecture de Vo</td></tr>
<tr><td colspan="5">Ressources impliquées (localisation et composition de l’équipe projet)</td></tr>
<tr><td colspan="5">Chef projet (Lomé) + 2 Conseillers agricole (Vogan)</td></tr>
<tr><td colspan="5">Objectifs spécifiques</td></tr>
<tr><td colspan="5">(i) Accroître la productivité et de la production maraîchère périurbaine tout en améliorant la qualité des produits. (ii) Augmenter et sécuriser le revenu des maraîchers.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Résultats attendus</td></tr>
<tr><td colspan="5"><u>R1</u> : 1. Les maraîchers ont augmenté leurs productivités et leurs productions. <u>R2</u> : 2. Les produits maraîchers de qualité sont offerts sur les marchés périurbains et urbains. <u>R3</u> : 3. Un système de mise en marché est promu et sécurise les débouchés des maraîchers. <u>R4</u> : Les pratiques modernes de commercialisation sont appliquées.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Réalisations majeures de l’année 2015</td></tr>
<tr><td colspan="5">(i) appui-accompagnement de (06) groupements de soixante-dix-sept (77) maraîchers et cinquante (50) maraîchers individuels, soit un total de cent vingt-sept (127) maraîchers aux itinéraires de production, (ii) formation de vingt (20) producteurs composés de producteurs individuels et de représentants de cinq (05) groupements maraîchers sur les techniques de compostage et d’amendement des terres, axées sur les principes de Gestion intégrée de la fertilité, de l’eau et des ravageurs par les champignons (GIFERC) ; (iii) approvisionnement en intrants et matériel : deux (02) supers tanks fournis à deux (02) groupements, trois (03) suppresseurs à un groupement et trois (03) motopompes à deux autres groupements, 500 g de semences de piment vert, 500 g de semences d’Adémè (corète ou Corchorusolitorius), 400 g de semences d’aubergine, 20 boîtes, soit 1000 g de semences de tomate de la variété Mongal et 63 litres de produits de traitement phytosanitaire à 33 maraîchers les plus nécessiteux, 20,13 tonnes, soit 671 sacs de 30 kg de fiente à 68 maraîchers regroupés en 05 groupements / SCOOPS et à 04 groupes de producteurs individuels, 8,3 kg soit 83 boîtes de semences de qualité (variété Tropomech) à Trente-deux (32) producteurs ; (iv) formation de 23 représentants de groupes de maraîchers sur la commercialisation groupée, et sur les systèmes de négociation et de fixation de prix ; (v) mise en relation de maraîchers aux commerçantes pour en la vente de 3266 paniers de 35 kg, soit 114,310 tonnes de tomate en quarante-sept (47) semaines.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Références</td></tr>
<tr><td colspan="5">Isabelle Duquesne – Responsable programme Agriculture et alimentation ; +33(0)1 44 83 63 49 skype : duquesne-cfsi</td></tr>
<tr><td colspan="5">Commentaire et autres informations pertinentes</td></tr>
<tr><td colspan="5">Phase clôturée en novembre 2015.</td></tr>
</table>

Tableau 27 : Fiche synthétique du Projet Mobilités UE

<table>
<tr><td colspan="5">Intitulé et acronyme</td></tr>
<tr><td colspan="5">« Projet sous-régional de protection de mineurs migrants non accompagnés en Afrique de l'Ouest » (Projet Mobilités UE)</td></tr>
<tr><td>Référence contrat</td><td>Durée totale</td><td>Date début</td><td>Date fin</td><td>Financement</td></tr>
<tr><td>-</td><td>3 ans</td><td>2013</td><td>2016</td><td>Union Européenne</td></tr>
<tr><td colspan="2">Maîtrise d'ouvrage : Terre des Hommes</td><td colspan="3">Maîtrise d'œuvre : ETD (partenaire de mise en œuvre)</td></tr>
<tr><td colspan="2">Montant : 45 509 400 F CFA soit 69 480 euros</td><td colspan="3">Partenaires: Terre des Hommes (TdH)</td></tr>
<tr><td colspan="5">Zones d'intervention au Togo</td></tr>
<tr><td colspan="5">Togo : Lomé, région Maritime (Aného : Sanvikondji, frontière Togo – Bénin, préfecture de Vo)</td></tr>
<tr><td colspan="5">Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles</td></tr>
<tr><td colspan="5">Mineurs migrants non accompagnés et à risque de mobilité, 2 Comités de protection de l'enfance de TdH et leurs groupements de maraîchers de 2 localités de la préfecture de Vo,</td></tr>
<tr><td colspan="5">Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)</td></tr>
<tr><td colspan="5">Chef projet (Lomé) + 01 Animatrice (Lomé) + 01 Animateur (Vogan)</td></tr>
<tr><td colspan="5">Objectif spécifique</td></tr>
<tr><td colspan="5">Au terme du mois 36, les enfants migrants non accompagnés bénéficient de meilleurs services de protection le long de leurs routes migratoires.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Résultats attendus</td></tr>
<tr><td colspan="5"><u>R1</u> : Les communautés répondent plus efficacement à la protection de l'enfant dans un contexte de migration. <u>R2</u> : La société civile (ONG, médias) sensibilise l'opinion publique et les décideurs sur la protection des enfants migrants non accompagnés dans la région. <u>R3</u> : Les capacités de l'Etat et des ONG à protéger les enfants dans le cadre de la migration sont renforcées.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Activités principales de ETD</td></tr>
<tr><td colspan="5">Appui-accompagnement de 4 communautés bénéficiaires à l'élaboration et à la mise en œuvre de 6 microprojets de protection de l'enfant.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Réalisations majeures de l'année 2015</td></tr>
<tr><td colspan="5">Six (06) micro-projets communautaires proposés et portés par six OBC dont quatre (04) dans les zones potentielles de départ massif des enfants et deux autres dans les zones de transit et de destination des enfants validés. 2334 enfants sont touchés par les activités réalisées grâce au fonds issus des micro-projets communautaires. Les dispositifs communautaires de détection des enfants en mobilité, développés dans les micro-projets des OBC des zones de transit et de destination ont permis de détecter 435 enfants. Au total 22 personnes sont formées sur la mobilisation et la sensibilisation communautaire, 38 personnes sont formées sur les techniques de d'identification et prise en charge des enfants en situation de mobilité, 41 sur le droit des enfants et 27 sur la production et transformation du manioc en produits dérivés. 1636 personnes sont touchées par les débats communautaires et 603 personnes touchées par les activités psychosociales telles que le football et les activités intergénérationnelles.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Références</td></tr>
<tr><td colspan="5">Olivier TOR, Chef de la Délégation Tdh au Togo. Tél. : (+228) 22 50 06 67 Courriel : tdhtogo@cafe.tg</td></tr>
<tr><td colspan="5">Commentaire et autres informations pertinentes</td></tr>
<tr><td colspan="5">ETD apporte son expertise spécifiquement pour la mise en œuvre du volet « développement de projets communautaires ». Le projet est mis en œuvre dans cinq pays d'Afrique d'Ouest : Bénin, Burkina, Guinée Conakry, Mali et Togo.</td></tr>
</table>

Tableau 28 : Fiche synthétique du PAGED

<table>
<tr><td colspan="5">Intitulé et acronyme</td></tr>
<tr><td colspan="5">« Programme d'Appui à la Gestion Environnementale Décentralisée »</td></tr>
<tr><td>Références contrats</td><td>Durée totale</td><td>Date début</td><td>Date fin</td><td>Financement</td></tr>
<tr><td>DCI-NSAPVB/2013/308-045</td><td>3 ans</td><td>2014</td><td>2016</td><td>UE, GeTM, FNUD</td></tr>
<tr><td colspan="3">Maîtrise d'ouvrage :</td><td colspan="2">Maîtrise d'œuvre : ETD</td></tr>
<tr><td colspan="3">Montant : 372 768 360 F CFA soit 569 112euros</td><td colspan="2">Partenaires : CIDR, Conseil de préfecture de Haho, Conseil de préfecture du Moyen Mono, Commune urbaine de Notsé</td></tr>
<tr><td colspan="5">Zones d'intervention</td></tr>
<tr><td colspan="5">Préfecture de Haho et préfecture du Moyen Mono- TOGO</td></tr>
<tr><td colspan="5">Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles</td></tr>
<tr><td colspan="5">La commune urbaine de Notsé, le Conseil de préfecture du Haho et le Conseil de Préfecture du Moyen-Mono.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)</td></tr>
<tr><td colspan="5">Togo (Notsé) : Coordonnateur + 01 Ingénieur génie civil + 01 Conseiller en finance locale + 01 Conseiller en gestion +01 Conseiller en marketing et commercialisation + 06 Animateurs de territoires + 01 Secrétaire + 01 Chauffeur + 01 Gardien + 02 Stagiaires</td></tr>
<tr><td colspan="5">Objectif spécifique</td></tr>
<tr><td colspan="5">Améliorer sensiblement la qualité des espaces ruraux et urbains par la collaboration entre la société civile et les pouvoirs publics locaux dans la mise en œuvre d'actions et de services environnementaux de qualité.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Résultats attendus</td></tr>
<tr><td colspan="5">R1 : Les collectivités locales – préfectures et commune - mettent en œuvre une stratégie territoriale concertée de développement durable. R2 : Des actions diversifiées de gestion durable des ressources naturelles sont planifiées au niveau de chaque canton et mises en œuvre par les OSC locales. R3 : Les services de base améliorant l'environnement urbain et semi urbain sont gérés par chacune des collectivités locales en partenariat avec des structures privées. R4 : Les principaux acquis des actions sont capitalisés et diffusés.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Réalisations majeures de l'année 2015</td></tr>
<tr><td colspan="5">2 chartes, 2 stratégies préfectorales et 1 plan communal de développement durable validées et mises en œuvre en 2015. Environ 500H/J d'appui-accompagnement apporté aux trois collectivités depuis 2014. En 2015, tous les 14 cantons ont mis en place une commission de dialogue sur la gestion du foncier. Restauration des berges en cours dans15 (sur 20) localités de plus de 1000 habitants traversés par des cours d'eau (5 dans le Haho et 10 dans le Moyen-Mono) et dans 13 localités de moins de 1000 habitants dans le Moyen Mono. Réalisation et mise en service de 11 forages depuis 2014 dans le Haho et le Moyen Mono au profit de plus de 35 000 usagers. Mise en service de 2 latrines dans la Commune de Notsé au profit de près de 2 000 personnes. Restauration des berges dans les 20 villages de plus de 1000 habitants (5dans le Haho et 15 dans le Moyen Mono). Sensibilisation des populations à la salubrité avec environ 15 000 personnes directement touchées depuis 2014. 66 IL sur les 90 prévues sont réalisées dans la Commune de Notsé et dans les14 cantons du Haho et du Moyen Mono. Les démarches mises en œuvre à travers le projet ont été capitalisées et diffusées.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Références</td></tr>
<tr><td colspan="5">Délégation de l'Union Européenne au Togo. Cité OUA-BP 1657-LOME (TOGO) Tél. (228)22 53 60 00 / FAX (228) 22 26 57 20 .E-mail : DELEGATION-TOGO@eeas.europa.eu
Site web : http://www.eeas.europa.eu/delegations/togo/</td></tr>
<tr><td colspan="5">Commentaire et autres informations pertinentes</td></tr>
<tr><td colspan="5">Le PAGED, le GLDD, le PAGEA cofinancent le PAGL2D (phase 2 du PAGLOC).</td></tr>
</table>

Tableau 29 : Fiche synthétique du PAGEA

<table>
<tr><td colspan="5">Intitulé et acronyme</td></tr>
<tr><td colspan="5">« Programme d'Appui à la Gouvernance locale et à l'Entreprenariat dans le secteur Agricole»</td></tr>
<tr><td>Références contrats</td><td>Durée totale</td><td>Date début</td><td>Date fin</td><td>Financement</td></tr>
<tr><td>-</td><td>3 ans</td><td>2014</td><td>2016</td><td>UE, GeTM, FNUD</td></tr>
<tr><td colspan="3">Maîtrise d'ouvrage :</td><td colspan="2">Maîtrise d'œuvre : ETD</td></tr>
<tr><td colspan="3">Montant : 791 131 108 F CFA soit 1 206 048 euros</td><td colspan="2">Partenaires : CIDR, Conseil de préfecture de Haho, Conseil de préfecture du Moyen Mono, Commune urbaine de Notsé</td></tr>
<tr><td colspan="5">Zones d'intervention</td></tr>
<tr><td colspan="5">Togo : Préfecture de Haho, préfecture du Moyen Mono et région des Plateaux.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles</td></tr>
<tr><td colspan="5">L'ensemble des populations des préfectures de Haho et Moyen Mono (environ 350 000 hbts) ; les organisations de la société civile ; les petits producteurs et leurs familles ; les deux conseils de préfecture du Haho, du Moyen Mono et la Commune urbaine de Notsè.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)</td></tr>
<tr><td colspan="5">Togo (Notsé) : Coordonnateur + 01 Ingénieur génie civil + 01 Conseiller en finance locale + 01 Conseiller en gestion +01 Conseiller en marketing et commercialisation + 06 Animateurs de territoires + 01 Secrétaire + 01 Chauffeur + 01 Gardien + 02 Stagiaires</td></tr>
<tr><td colspan="5">Objectifs spécifiques</td></tr>
<tr><td colspan="5">(i) La société civile et les collectivités locales se concertent et négocient, dans le cadre d'une stratégie de développement durable, la définition, la production et la gestion de biens et services de proximité et de qualité en articulation avec les services de l'Etat et les autres partenaires du territoire. (ii) Accroître le revenu des acteurs du secteur de l'agroalimentaire local et créer des emplois durables pour les jeunes.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Résultats attendus</td></tr>
<tr><td colspan="5">R1 : Les trois collectivités locales du Haho et du Moyen Mono sont renforcées et capable d'élaborer et de suivre une stratégie territoriale concertée de développement durable. R2 : Des initiatives locales sont soutenues et réalisées sous maîtrise d'ouvrage des collectivités locales au niveau des cantons sur la base des PDT (Projet de territoire) actualisés. R3 : Les services de base améliorant l'environnement urbain et semi urbain sont gérés par chacune des collectivités locales en partenariat avec des structures privées. R4 : Un réseau d'entreprises agroalimentaires de type ESOP améliorent le revenu des petits producteurs et créent de l'emploi sur les trois territoires. R5 : Les principaux acquis des actions sont validés, capitalisés et diffusés.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Réalisations majeures de l'année 2015</td></tr>
<tr><td colspan="5">Dans le Haho, trois entreprises de type ESOP (riz, soja, et viande) sont promues dont deux anciennes consolidées (soja, riz) et une nouvelle (viande) en création avec : (i) 2938 producteurs dont environ 19,57 % de femmes ; (ii) 1246 tonnes de produits collectés à fin 2015 sur un engagement total de 3281 tonnes ; (iii) 1537 tonnes de produits vendus sur le marché local au cours de la période pour un chiffre d'affaires de 515 millions de francs CFA, soit 787 mille euros ; (iv) 25 emplois permanents et 525 équivalents emplois créés ; (v) 584 producteurs mis en relation avec les IMF pour un crédit de 27 990 000 F CFA. Trois collectivités locales accompagnées dans la planification et la gestion du développement durable de leur territoire, le renforcement de leurs capacités techniques et financières avec : (i) 17 cadres de concertation renforcés et régulièrement animés dans le Haho et le Moyen-Mono ;(ii) 12 cartes thématiques réalisées dans le Haho et le Moyen-Mono, (iii) la réalisation de tous les 11 ouvrages (6 forages et 5 hangars de marchés) lancés en 2015 avec réceptions provisoires ; (iv) l'adoption de pratiques agroforestières par 322 producteurs agricoles sur 141 ha ; (v) 35 IL soutenues en 2015 (16 dans le Moyen Mono et 19 dans le Haho) et restauration des berges en cours dans tous les 20 villages de plus de 1000 habitants (5 dans le Haho et 15 dans le Moyen Mono).</td></tr>
<tr><td colspan="5">Références</td></tr>
<tr><td colspan="5">Alejandro MACKINNON, Secrétaire Général GeTM, Suisse – a.mackinnon@getm.ch</td></tr>
</table>

Tableau 30 : Fiche synthétique du GLDD

<table>
<tr><td colspan="5">Intitulé et acronyme</td></tr>
<tr><td colspan="5">« Gouvernance locale et développement durable dans la commune de Notsé et dans les préfectures de Haho et du Moyen-Mono» (GLDD)</td></tr>
<tr><td>Références contrats</td><td>Durée totale</td><td>Date début</td><td>Date fin</td><td>Financement</td></tr>
<tr><td>-</td><td>3 ans</td><td>2014</td><td>2016</td><td>AFD, UE</td></tr>
<tr><td colspan="3">Maîtrise d’ouvrage :</td><td colspan="2">Maîtrise d’œuvre :</td></tr>
<tr><td colspan="3">Montant : 704 508 969 F CFA soit 1 074 017 euros</td><td colspan="2">Partenaires : CIDR, Conseil de préfecture de Haho, Conseil de préfecture du Moyen Mono, Commune urbaine de Notsé</td></tr>
<tr><td colspan="5">Zones d’intervention</td></tr>
<tr><td colspan="5">Préfecture de Haho, préfecture du Moyen Mono et commune de Notsé, région des Plateaux, Togo</td></tr>
<tr><td colspan="5">Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles</td></tr>
<tr><td colspan="5">Population du Haho et du Moyen Mono : 309 000 habitants répartis en 413 villages et quartiers, 14 cantons, 1 commune, 2 préfectures. Autorités locales, organisations de la société civile, services de l’Etat. Au moins 1000 groupements et associations villageois.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Ressources impliquées (localisation et composition de l’équipe projet)</td></tr>
<tr><td colspan="5">Togo (Notsé) : Coordonnateur + 06 Animateurs de territoire + 01 Conseiller en finance locale + 01 Conseiller en maîtrise d’ouvrage + 01 Comptable-logisticienne + 01 Chauffeur + 01 Gardien</td></tr>
<tr><td colspan="5">Objectif spécifique</td></tr>
<tr><td colspan="5">La société civile et les collectivités locales se concertent et négocient, dans le cadre d’une stratégie de développement durable, la définition, la production et la gestion de biens et services de proximité et de qualité en articulation avec les services de l’Etat et les autres partenaires du territoire.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Résultats attendus</td></tr>
<tr><td colspan="5">R1 - Les trois collectivités locales du Haho et du Moyen Mono sont renforcées pour élaborer et suivre une stratégie territoriale concertée de développement durable. R2 - Des initiatives locales sont soutenues et réalisées sous maîtrise d’ouvrage des collectivités locales au niveau des cantons sur la base des PDT (Projet de territoire) actualisés. R3 - Les services de base améliorant l’environnement urbain et semi urbain sont gérés par chacune des collectivités locales en partenariat avec des structures privées. R4 - Les principaux acquis des actions sont validés, capitalisés et diffusés. R5 - Les capacités des habitants et de leurs représentants sont renforcées et ils connaissent mieux leurs rôles dans le processus de décentralisation.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Réalisations majeures de l’année 2015</td></tr>
<tr><td colspan="5">(i) Trois collectivités locales sont accompagnées dans la planification et la gestion du développement durable de leur territoire, le renforcement de leurs capacités techniques et financières avec : (a) 17 cadres de concertation renforcés et régulièrement animés dans le Haho et le Moyen-Mono et (b) 12 cartes thématiques réalisées dans le Haho et le Moyen-Mono ; (ii) réalisation de 11 ouvrages (6 forages et 5 hangars de marchés) avec réceptions provisoires le 24 novembre 2015 dans le Moyen-Mono et le 7 décembre 2015 dans le Haho ; (iii) l’adoption de pratiques agroforestières par 322 producteurs agricoles sur 141 ha ; (iv) 35 IL soutenues (16 dans le Moyen Mono et 19 dans le Haho) et restauration des berges en cours dans tous les 20 villages de plus de 1000 habitants (5 dans le Haho et 15 dans le Moyen Mono) ; (v) l’appui à la réalisation d’un diagnostic organisationnel approfondi du Conseil de préfecture du Haho et formation sur la gestion administrative, la mobilisation et la gestion des ressources financières de la collectivitéavec un don de deux motos aux Conseils de préfecture du Haho et du Moyen Mono ; (vi) l’appui au Commune de Notsé à l’élaboration d’un plan de formation sur la gestion des ressources naturelles, à la gestion participative des espaces protégés et à la protection des cours d’eau.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Références</td></tr>
<tr><td colspan="5">Isabelle HOYAUX, Directrice Exécutive du CIDR, isabelle.hoyaux@cidr.org Tél. : +33 3 44 42 71 40 ; Laurent DELCAYROU, Directeur département IMGT (Ingénierie Management et Gouvernance des Territoires) au CIDR, France – laurent.delcayrou@cidr.org – Tél. : +33 3 44 42 71 40</td></tr>
</table>

Tableau 31 : Fiche synthétique du PAGDA

<table>
<tr><td colspan="5">Intitulé et acronyme</td></tr>
<tr><td colspan="5">« Projet d'Appui à la Gouvernance concertée pour le Développement Agricole de la Préfecture de Blitta au Togo »</td></tr>
<tr><td>Références contrats</td><td>Durée totale</td><td>Date début</td><td>Date fin</td><td>Financement</td></tr>
<tr><td>-</td><td>2 ans</td><td>2014</td><td>2016</td><td>CFSI/FF, CG Yvelines, PPLM</td></tr>
<tr><td colspan="3">Maîtrise d'ouvrage :</td><td colspan="2">Maîtrise d'œuvre : ETD</td></tr>
<tr><td colspan="3">Montant : 135 985 919 F FCFA soit Total = 207 612,09 euros</td><td colspan="2">Partenaires : Conseil de préfecture de Blitta, Union des communes du Togo</td></tr>
<tr><td colspan="5">Zones d'intervention</td></tr>
<tr><td colspan="5">Préfecture de Blitta, région Centrale, Togo</td></tr>
<tr><td colspan="5">Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles</td></tr>
<tr><td colspan="5">Le conseil de préfecture de Blitta ; les CVD et CCD ; les associations, groupements ou de producteurs ou de femmes ; les populations de la préfecture de Blitta, plus spécifiquement les agriculteurs et agricultrices de la préfecture ; les services techniques déconcentrés de l'Etat.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)</td></tr>
<tr><td colspan="5">Togo (Blitta) : Chef projet + 02 Assistants (Animateur de territoire et Technicien Agricole)</td></tr>
<tr><td colspan="5">Objectif spécifique</td></tr>
<tr><td colspan="5">Promouvoir et renforcer le partenariat entre le conseil de préfecture de Blitta et les acteurs économiques (producteurs et leurs organisations, transformateurs, fournisseurs d'intrants et de matériels agricoles, prestataires de services financiers et non financiers, etc.) pour la production, la valorisation des produits agricoles de la préfecture en articulation avec les services techniques de l'Etat».</td></tr>
<tr><td colspan="5">Résultats attendus</td></tr>
<tr><td colspan="5"><u>R1</u> : Un cadre de concertation, de négociation et de décisions entre la collectivité et les acteurs (publics-privés) du secteur agricole est mis en place et fonctionnel à l'échelle préfectorale. <u>R2</u> : Un plan de développement agricole préfectoral concerté est défini et mis en œuvre. <u>R3</u> : Un dispositif financier facilitant l'accès des acteurs au crédit bancaire est mis en place et fonctionnel. <u>R4</u> : Des infrastructures productives et des initiatives locales portées par les groupements sont soutenues. <u>R5</u> : Les capacités techniques et financières du conseil de préfecture de Blitta sont renforcées.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Réalisations majeures de l'année 2015</td></tr>
<tr><td colspan="5">(i) Le cadre de concertation, de négociation et de décisions entre la collectivité et les acteurs du secteur agricole mis en place s'est doté d'une charte de fonctionnement ; (ii) deux plans d'action annuel 2015 et 2016 ont été élaborés sur la base de la stratégie de développement agricole de la préfecture de Blitta ; (iii) une convention de partenariat tripartite signée pour la mise en place du fonds de garantie pour le financement des initiatives à caractère économique; (iv) 30 OP ont été sélectionnées pour être soutenues techniquement et financièrement dans la mise en œuvre de leurs projets d'initiatives locales, dont (a) 14 contrats de subvention signés et (b) 14 projets d'initiatives locales portées par des organisations de producteurs sont en cours de mise en œuvre, avec 238 ménages touchés ; (v) le Conseil de préfecture de Blitta a été accompagné dans la réalisation d'un diagnostic organisationnel et dans l'organisation d'un atelier de réflexion sur la mobilisation des ressources financières; (vi) les membres du cadre de concertation sont formés sur la méthodologie d'élaboration d'un document de stratégie préfectoral de développement agricole ; (vii) au total 3 233 ménages agricoles touchés à travers les différentes activités menées depuis le début du projet.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Références</td></tr>
<tr><td colspan="5">Joachim HUNLEDE, Secrétaire Permanent de l'Union des Communes du Togo, Marion PERIN, Assistante Technique, Tél. (228) 22 61 45 16 – pmarion@uct-togo.org</td></tr>
</table>

Tableau 32 : Fiche synthétique du PRBSA

<table>
<tr><td colspan="5">Intitulé et acronyme</td></tr>
<tr><td colspan="5">« Projet de Renforcement des Bases de la Souveraineté Alimentaire à Blitta au Togo »</td></tr>
<tr><td>Référence contrat</td><td>Durée totale</td><td>Date début</td><td>Date fin</td><td>Financement</td></tr>
<tr><td>-</td><td>3 ans</td><td>2013</td><td>2016</td><td>CFSI/FF</td></tr>
<tr><td colspan="3">Maîtrise d’ouvrage :</td><td colspan="2">Maîtrise d’œuvre :</td></tr>
<tr><td colspan="3">Montant : 163 750 000 F CFA soit 250 000 euros.</td><td colspan="2">Partenaires : CIDR, Conseil de préfecture de Blitta, Union des communes du Togo</td></tr>
<tr><td colspan="5">Zones d’intervention</td></tr>
<tr><td colspan="5">Préfecture de Blitta, région Centrale, Togo</td></tr>
<tr><td colspan="5">Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles</td></tr>
<tr><td colspan="5">Les populations de la préfecture de Blitta, plus spécifiquement les agriculteurs et agricultrices de la préfecture. Les associations, groupements ou organisations de producteurs ou de femmes. Les jeunes diplômés qui constituent la main d’œuvre occasionnelle à utiliser au sein des entreprises. La population des grandes villes bénéficiera de produits finis et semi finis de qualité à des prix compétitifs. Le Conseil de Préfecture de Blitta qui est le bénéficiaire direct de l’action.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Ressources impliquées (localisation et composition de l’équipe projet)</td></tr>
<tr><td colspan="5">Togo (Blitta) : Chef projet + 01 Conseiller en gestion + 01 Conseiller technique CIDR qui consacrera deux hommes mois.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Objectifs spécifiques</td></tr>
<tr><td colspan="5">(i) Augmenter et diversifier les revenus des producteurs par la mise en place de petites unités de transformation et commercialisation de produits. (ii) Consolider et opérationnaliser le rôle de l’OP faitière dans le dialogue avec les collectivités territoriales</td></tr>
<tr><td colspan="5">Résultats attendus</td></tr>
<tr><td colspan="5"><u>R1</u> : Les producteurs ont augmenté leurs productions et leur productivité. <u>R2</u> : Quatre entreprises agroalimentaires de type ESOP sont promues et intègrent les producteurs dans leur gouvernance. <u>R3</u> :L’OP faîtière est renforcée et est reconnue comme acteur important de la structuration des filières agricoles dans la préfecture et dans la Région. <u>R4</u> : Le conseil de préfecture de Blitta s’est doté d’une stratégie de territorialisation de la politique agricole.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Réalisations majeures de l’année 2015</td></tr>
<tr><td colspan="5">Les producteurs de semences de maïs ont augmenté leur productivité de 74 %.
Quatre entreprises agroalimentaires de type ESOP sont promues (une riz blanc, une provenderie et 02 semences) et dont une (ESOP riz) intègre 53 producteurs dans sa gouvernance, avec au total 683 producteurs touchés, 9 emplois stables (permanents) et 119 équivalents emplois créés.
Un cadre de concertation prenant en compte les priorités des acteurs économiques agricoles est mis en place animé et fonctionnel. Un plan d’action annuel 2015 est élaboré et mis en œuvre.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Références</td></tr>
<tr><td colspan="5">Joachim HUNLEDE, Secrétaire Permanent de l’Union des Communes du Togo, Marion PERIN, Assistante Technique, Tél. (228) 22 61 45 16 – pmarion@uct-togo.org</td></tr>
<tr><td colspan="5">Commentaire et autres informations pertinentes</td></tr>
<tr><td colspan="5">Le PRBSA, le PAGEA et le Programme ESOP TOGO cofinancent le PAGDA.</td></tr>
</table>

Tableau 33 : Fiche synthétique du PAPEBA

Intitulé et acronyme				
« Projet d'Appui à la Préservation des Ecosystèmes et de la Biodiversité grâce à l'Agropastoralisme »				
Référence contrat	Durée totale	Date début	Date fin	Financement
-	30 mois	2014	2016	UE
Maîtrise d'ouvrage : Acting For Life		**Maîtrise d'œuvre :** ETD (partenaire de mise en œuvre)		
Montant : 169 331 euros		**Partenaires :** RAFIA, FENAFIBVTO, ARED, CIRAD, RECOPA, APIDEV, ANOPER		
Zones d'intervention au Togo				
Togo (Régions des Savanes, de la Kara, Centrale, et des Plateaux)				
Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles				
Groupes cibles : Population des régions des Savanes, de la Kara, Centrale, et des Plateaux. Directs : les éleveurs et les riverains des aires protégées des 4 régions. Indirects : les communautés qui, tels que les maraîchers, les producteurs de coton et de céréales, s'intéressent de plus en plus à l'élevage				
Ressources impliquées (localisation et composition de l'équipe projet)				
Togo : Chef projet (Lomé) + 2 Animateurs (Blitta et Notsè)				
Objectif spécifique				
Afin de permettre aux Acteurs Non Etatiques (ANE) de participer au développement économique et durable de leur territoire, renforcer le dialogue entre les ANE concernant les enjeux locaux et nationaux de la gestion concertée des ressources naturelles en lien avec le convoyage à pieds du bétail en périphérie des aires protégées conduisant à la sécurisation et à l'aménagement de couloirs de passage d'animaux.				
Résultats attendus				
R1 : Les associations de riverains des forêts classées, des aires protégées et les associations d'éleveurs sont en mesure de se concerter et de prendre des positions communes sur les enjeux de la gestion durable des ressources naturelles liés à la mobilité de l'élevage en s'appuyant sur des outils d'animation fonctionnels. **R2** : Des pistes pour la transhumance et la commercialisation du bétail sont sécurisées, aménagées et gérées de façon conjointe, inclusive et équitable entre les usagers et les acteurs institutionnels concernés.				
Réalisations majeures de l'équipe de ETD au titre de l'année 2015				
(i) La finalisation de 2 cartes de couloirs pratiqués avec la mise en exergue des différentes mobilités et marquage végétal de 235 km de pistes négociées à la peinture ; (ii) la mise en place de 2 comités de gestion de point d'eau, de 10 comités de suivi de 77 membres et de 27 comités de négociation de 152 membres dans les régions des Plateaux et Centrale ; (iii) l'animation de 9 ateliers de sortie de connaissance des espaces et couloirs négociés dont 5 dans la région des Plateaux et 4 dans la région Centrale pour l'ensemble des 235 km négociés avec plus de 700 participants principalement composés des autorités locales et administratives, des propriétaires terriens, des exploitants des espaces négociés, des responsables éleveurs et agriculteurs et des personnes ressources.				
Références				
Marie AARNINK, Coordinateur Administratif et Financier Afrique / Agropastoralisme 1050 Avenue de l'Europe BP 07 F-93352 Le Bourget Aéroport Cedex. Tél. 33-1.49.34.89.22 Fax 33-1.49.34.83.10 maarnink@acting-for-life.org				